



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

DD

N 25 1919

801

A397B3

MAURICE BARRÈS

de l'Académie française

UNIVERSITY

L'APPEL DU RHIN

LA

MINUTE SACRÉE

FRONTISPICE GRAVÉ SUR BOIS

PAR

ALEXANDRE NOLL

UC-NRLF



\$B 185 925



PARIS

SOCIÉTÉ LITTÉRAIRE DE FRANCE

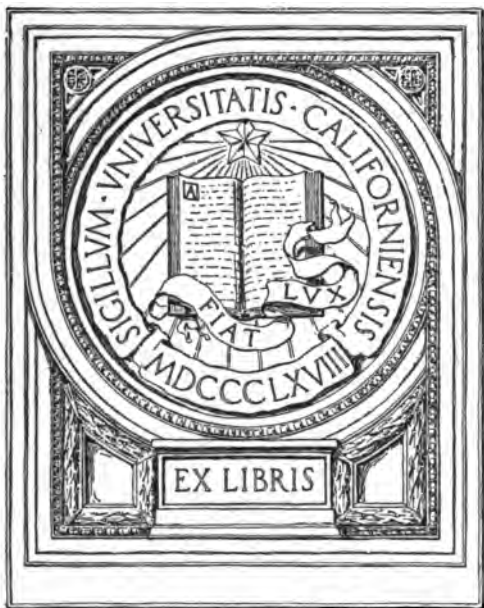
10, RUE DE L'ODÉON, 10

1919

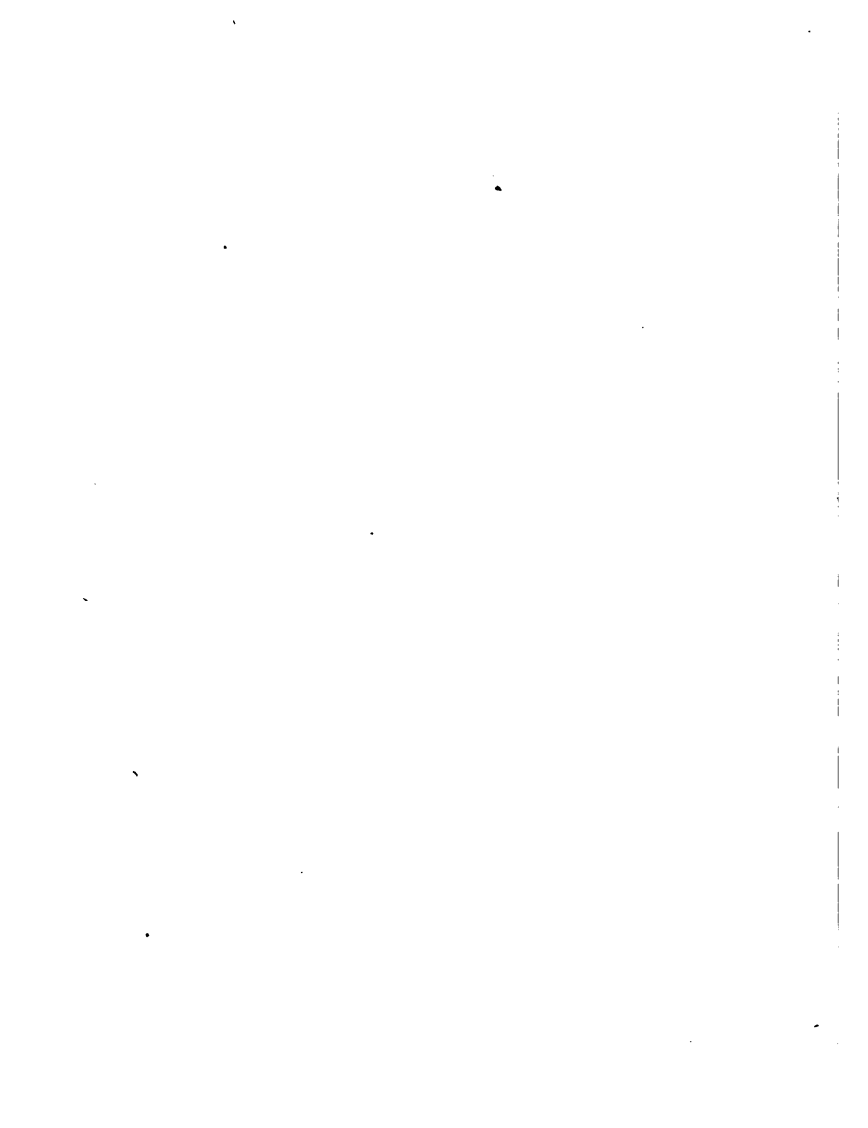
Deuxième mille.

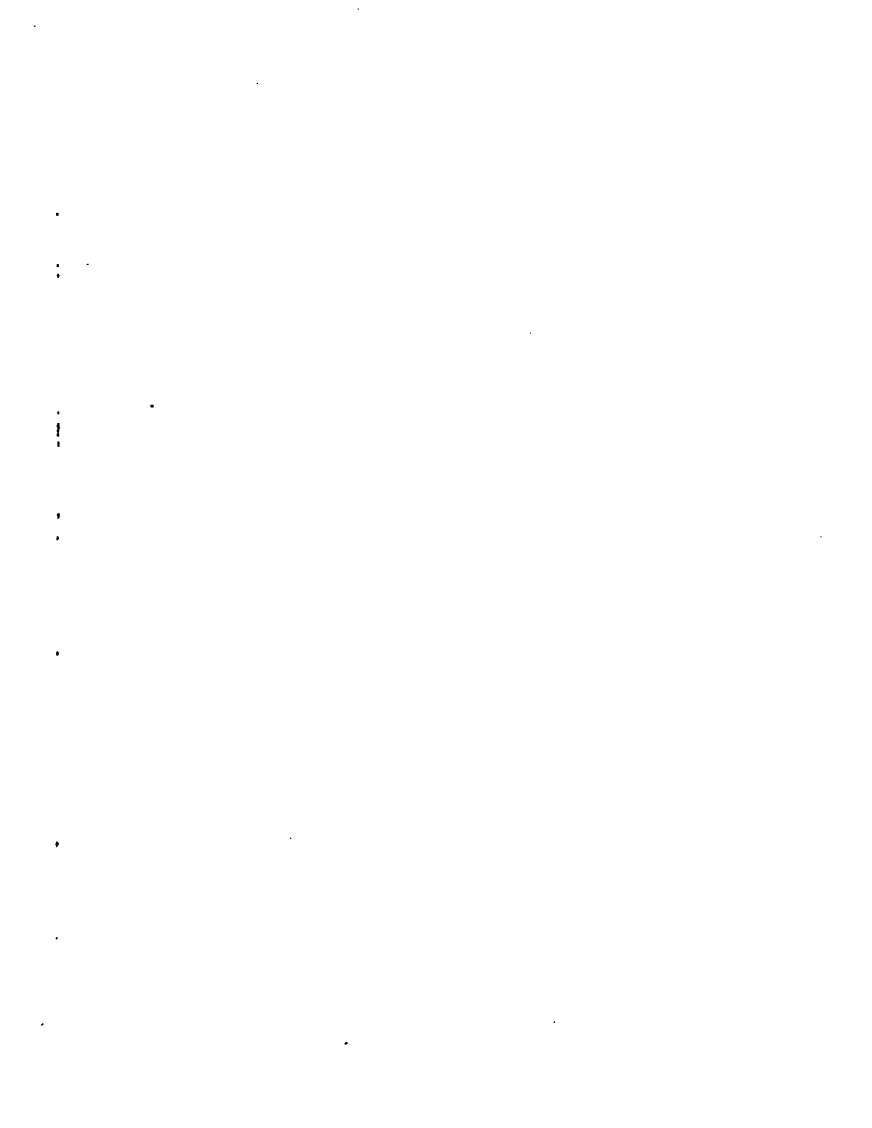
GIFT OF

Section des Etats Unis



EX LIBRIS





LA
MINUTE SACRÉE

DU MÊME AUTEUR,
POUR PARAÎTRE PROCHAINEMENT,
A LA
SOCIÉTÉ LITTÉRAIRE DE FRANCE :

UNE TÂCHE NOUVELLE
LA FRANCE ET LES PAYS RHÉNANS

Tous droits réservés.
Copyright by Société littéraire de France.

1919

MAURICE BARRÈS

de l'Académie française

L'APPEL DU RHIN

LA
MINUTE SACRÉE

FRONTISPICE GRAVÉ SUR BOIS

PAR

ALEXANDRE NOLL



PARIS

SOCIÉTÉ LITTÉRAIRE DE FRANCE

10, RUE DE L'ODÉON, 10

1919

34/1
Bibliothèque de l'État -
3 rue François I^{er}
Paris

DD801
A397B3

IL A ÉTÉ TIRÉ
TRENTÉ EXEMPLAIRES SUR VELIN DE RIVES
MARQUÉS DE I A 30.

EXEMPLAIRE NUMÉRO



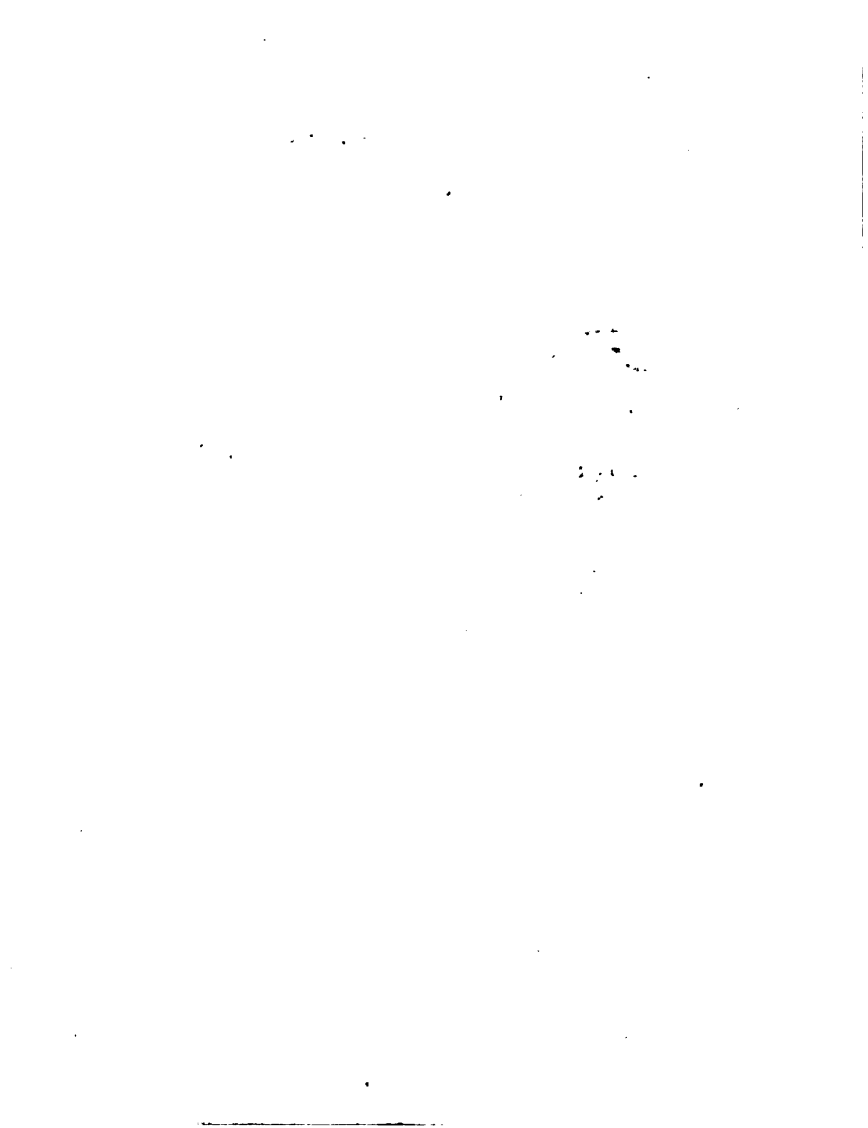
Tous droits réservés.

Copyright by Société Littéraire de France.

1919 —



398860



LA MINUTE SACRÉE

METZ ET STRASBOURG

(Novembre 1919.)

En l'honneur de l'Alsace-Lorraine, le jeudi 7 novembre 1918, une imposante manifestation se déroula à la Sorbonne sous la présidence de M. Jeanneney, sous-secrétaire d'État à la Guerre. MM. Dessoie, président de la Ligue de l'Enseignement, Maurice Barrès, président de la Ligue des patriotes, Jules Siegfried, président de la Fédération des sociétés alsaciennes et lorraines, Charles Andler, président de la Ligue républicaine d'Alsace-Lorraine, et Émile Hinzelin y prirent la parole.

Voici le discours prononcé par M. Maurice Barrès.

Nous allons accueillir l'Alsace et la Lorraine avec toute la fervente tendresse qu'une mère-patrie doit à des fils demeurés fidèles dans la séparation et le martyre.

Jamais cette fidélité ne fut plus émouvante peut-être que dans l'effort qu'à un moment ils durent faire pour la cacher. Quelle souffrance pour eux, lorsqu'après des années de lutte ouverte où ils avaient fait entendre leur protestation, ils furent contraints de ruser ! Avec quel frémissement ils se résignèrent à déguiser leurs aspirations de retour à la France sous la forme de revendication d'autonomie ! Mais affirmer ce programme : « l'Alsace Lorraine aux Alsaciens-Lorrains », c'était d'abord échapper à l'esclavage prussien. S'ils réussissaient, ils obtenaient du moins les libertés relatives d'un État confédéré.

Le masque tombe avec notre victoire. Les Alsaciens et les Lorrains, libérés du joug allemand, délaissent ces revendica-

tions particularistes et n'aspirent qu'à reprendre parmi nous la place que pieusement nous leur avons toujours gardée.

Ils nous apportent dans ce retour leur esprit indigène, toujours vivace et qu'un long isolement a nécessairement accru et comme accentué. Qu'ils soient bien sûrs que nous les accueillerons avec joie, tels qu'ils sont, de même que nous sommes sûrs aussi qu'ils viennent à nous désireux de participer à nouveau à la grande synergie française.

A nous de leur rendre cette fusion plus facile en accueillant leur esprit provincial, en l'animant, en l'harmonisant à notre large esprit national.

L'Alsace tient à son dialecte. Gardons-nous de le combattre. Pittoresque, coloré, favorable à la chanson, à la ronde populaire, à l'humour, il viendra s'ajouter au provençal, au basque, au breton, au flamand, pour enrichir notre folklore. Enseignons le français à ces enfants alsaciens si pressés de l'apprendre, et que tous le sachent bien vite; proscrivons radicalement l'allemand, importé et imposé d'outre-Rhin, mais aimons l'innocent dialecte local, eau vive qui jaillit du terroir.

L'Alsace et la Lorraine contiennent une réserve admirable d'hommes sensés, probes, solides, qui ont su défendre et conserver, même sous la tyrannie de la culture allemande, le sens du respect, l'usage des initiatives locales, le goût de l'autorité justifiée par la compétence. Comme ils vont être utiles à la France, d'un bout à l'autre du pays ! Quelle plus-value ils nous apportent ! Ouvrons-leur largement l'accès des carrières qui leur étaient barrées par l'oppresseur. Ces Lorrains et ces Alsaciens, animés d'un ardent patriotisme, connaissent la complexité des questions de chez eux, la délicatesse parfois

si tragique des situations de famille. Ils sauront les résoudre mieux que ne feraient d'autres Français, bien intentionnés, certes, mais ignorants d'un long passé dont on ne saurait sans danger faire table rase.

Ces deux provinces ont leurs habitudes. Elles viennent de vivre dans des conditions spéciales et très complexes où il y a tout ensemble de la France d'avant 1870 et de la législation d'outre-Rhin. Ne procédons pas avec le rigorisme systématique cher aux bureaucraties centralisées. Sachons ménager les transitions pour ne pas heurter les intérêts ou froisser les susceptibilités, et pour garder la parole solennellement donnée à nos frères par le généralissime et par le chef de l'État, parole qui doit demeurer la charte de leur réintégration. Appliquons-nous à ne leur offrir qu'une France aimable. Réalisons pour eux un régime de douceur qui cicatrise les plaies du régime de dureté prussienne.

Ce faisant, nous nous améliorerons nous-mêmes. Au contact de la résistance alsacienne et lorraine, l'Allemagne s'est empoisonnée tout entière. Qu'est-ce que l'Alsace-Lorraine vient d'être durant cinquante ans pour l'Allemagne ? Un lieu de pervertissement, une école de brutalité et de dureté. Et pour nous que peuvent devenir les deux provinces récupérées ? Un lieu de perfectionnement.

Nous allons y respirer l'air le plus salubre, celui d'un climat moral privilégié où nous maintiendrons aisément le meilleur des sentiments d'union et d'enthousiasme qui nous animent depuis quatre années. En propageant l'amitié française et en recevant l'amitié alsacienne et lorraine, nous nous sentirons augmentés par ce rayonnement réciproque. C'est le cas de rappeler le noble proverbe « qui donne reçoit ».

Le moment de notre rentrée à Metz et à Strasbourg sera une prodigieuse minute d'amour. Il faut que cette minute exceptionnelle dure. Il faut que nous fassions de Metz et de Strasbourg un type idéal de haute vie française, une leçon vivante de concorde, un lieu soustrait à toute querelle, où se respirera quelque chose d'analogue à la Trêve de Dieu. Tels ces Bois sacrés de l'antiquité, ces lieux d'asile où nulle poursuite violente n'était permise. Et puisque je parle de l'antiquité, que de fois, au cours de cette guerre, les plus irritables d'entre nous n'ont-ils pas ressenti ce que les Latins exprimaient par ce mot si bien fait : unanimitas, l'unanimité, l'âme une ! Ne serait-ce pas une impiété si jamais les Français qui ont éprouvé ce frisson sacré d'amour recommençaient à se méconnaître jusqu'à la haine, à mépriser injurieusement des convictions qui, toutes, viennent d'être pour certains de nous un appui, une nourriture de l'âme, quand ils se battaient pour le salut de la patrie ?

Au nom de cette unanimité, je demande à la Ligue de l'Enseignement qu'elle nous fasse une place là-bas le jour qu'elle y dressera le buste de son fondateur Jean Macé, comme nous l'invitons aujourd'hui pour le jour où dans Strasbourg nous dresserons l'héroïque figure de Paul Déroulède, de celui dont la libération alsacienne et lorraine enfin réalisée fut l'unique pensée.

Ce que nous voudrions proscrire de ces terres sacrées, ce sont les tentatives perfides de l'esprit partisan ou sectaire. Nous voudrions qu'il ne s'y rencontrât plus jamais de ces luttes religieuses ou sociales qu'a tant escomptées l'ennemi héréditaire.

Nous voudrions aussi qu'elles nous fussent une occasion nouvelle d'étudier sur le vif ce projet d'un statut provincial

qui depuis si longtemps paraît à tant de bons esprits la condition d'une vigoureuse renaissance française.

Le problème de la décentralisation est ici posé dans les faits, et c'est un de ceux que nous aurons à résoudre si nous voulons reconstituer le pays dans sa pleine vigueur.

Puissent l'Alsace et la Lorraine ne pas représenter seulement pour nous nos Marches de l'Est, c'est-à-dire la sécurité à l'extérieur, mais aussi un renouveau de forces à l'intérieur ; puissent ces deux provinces magnifiques nous apporter les qualités de l'esprit mosellan et rhénan qui nous recomplètera et nous servira de type pour ce réchauffement de vie régionale indispensable, afin qu'après la victoire de la guerre nous réalisions la victoire de la paix.

« NOUS VOUS ATTENDIONS DEPUIS QUARANTE-SEPT ANS »

Nancy, 18 novembre 1918.

On m'offrait d'assister à la rentrée des troupes françaises dans Metz; j'ai pensé qu'il fallait qu'en la personne d'un ami, Paul Déroulède fût présent au jour de la libération lorraine et que par notre voix, si faible qu'elle soit, il mêlât sa grande âme au formidable *Te Deum* que le peuple messin s'apprête à entonner sur le passage des héros. Et puis, de telles journées ne doivent pas s'écouler sans que l'on fasse l'impossible pour en recueillir les faits, l'émotion, l'esprit. Elles contiennent de la gloire à rassasier la France pendant des siècles.

Me voici donc aux portes de Metz.

Demain mardi 19 novembre, le général en chef et l'armée Mangin feront leur entrée triomphale dans la noble ville, enivrée d'avoir retrouvé son bonheur. Vais-je rien dire de Metz aujourd'hui? Je n'y veux même pas jeter un regard, par déférence fraternelle pour les soldats qui furent à la peine et à qui revient tout l'honneur. Nous nous tiendrons dans les dehors de la ville, jusqu'à ce que les clairons de Mangin aient rompu le silence et que les délivrés aient décerné aux armes de nos fils l'apothéose de leur gratitude.

Aujourd'hui, veille dernière, j'irai à la découverte dans la campagne messine; j'y trouverai les tertres de ceux qui, en août 1914, étaient partis eux aussi pour la Victoire.

Depuis quatre années, ils n'ont reçu aucune visite pieuse ; ils dorment là, entassés, anonymes. Parmi ces morts, j'ai un ami. Je veux leur dire à tous que, demain, nos cœurs qui n'oublient rien les associeront à la gloire de ceux qui couronnent de succès leur premier sacrifice.

Dans ce jour froid d'un automne lorrain, où l'on sent déjà les menaces de la neige, je viens de quitter Nancy avec les troupes qui, les premières, s'en vont au delà de nos lignes. Elles s'avancent avec la gravité des heures les plus solennelles, la gravité des dures offensives ; mais leur pas est plus léger. Aucune plaisanterie, aucun rire, une joie profonde pourtant, mais contenue et presque religieuse.

Nous les avons dépassées, nous avons pris du champ et bientôt, loin derrière nous, s'affaiblit et puis se tait l'éclat de leur musique rieuse. L'ami que je cherche, et dont le tertre rendra plus intense ma piété, sans qu'elle perde sa valeur générale, repose dans une fosse commune, là-bas, à l'est de la côte de Delme, dressée devant nous sur l'horizon.

Nous traversons le large territoire qui fut la ligne de résistance allemande et notre ligne de combat, terre devenue sauvage, villages écroulés, « le pays à personne », où s'est tant fixée notre imagination et qui, maintenant, a perdu son épouvante. Quel saisissant contraste ! A peine franchis les premiers réseaux allemands, la vie renaît, le sol est cultivé, et si intensément qu'on pourrait dire jardiné. Pas une maison écornée. Je comprends d'un éclair dans cette première minute, avec une ivresse de bonheur, que nous allons rentrer en possession d'une Lorraine et d'une Alsace intactes.

Nous sommes pressés. Notre voiture traverse, très vite, un village, deux villages. Le silence y est absolu ; pas un rideau ne se lève. Personne. Un instant j'ai un doute : Serions-nous sortis de la zone permise ? Je comprendrai tout à l'heure, quand on nous contera qu'hier encore les cavaliers allemands patrouillaient ici et brûlaient un hameau, qui avait eu l'audace de pavoiser à nos couleurs.

Nos tombes sont plus loin. La voiture se hâte ; elle débouche et stoppe dans le village de Fonteny que nous cherchions.

Sur la place, les deux officiers dont j'ai l'honneur d'être le compagnon descendent, chacun par une portière, et soudain les maisons s'ouvrent : « Les Français ! Les Français ! »

De tous les coins les enfants accourent, tandis que, sur les seuils, les femmes et les hommes restent figés, n'osant croire, pétrifiés de crainte et de bonheur.

Nous demandons le maire : il arrive les mains tendues : « Nous vous attendions depuis 47 ans ! »

Rien de plus.

On se regarde avec des yeux pleins de larmes, on se reconnaît : on est de même race, il n'y a plus qu'à s'embrasser.

Mais ce vieillard est le chef. D'un grand cri, il ordonne : « Arborez les drapeaux ! »

Les drapeaux sortent à toutes les fenêtres : ils étaient prêts. Le bleu n'est pas très bleu ; le rouge est plutôt violet ; ils ont l'air d'être déteints. Mais tout frémit de joie.

Une joie de ressuscités, encore pleine de douleur. Etrange gâté lorraine. Nul ne s'étonne que, tout de suite,

nous nous informions des morts et de notre ami **Guy de Cassagnac**.

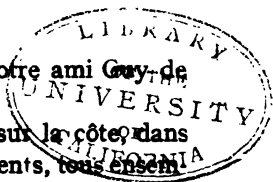
Le maire se retourne : « Ils sont là, sur la côte, dans la grande carrière; ils sont plus de trois cents, tous ensemble; il n'y a pas de noms, il n'y a que le numéro du régiment. C'étaient de braves soldats. Votre ami repose avec eux. Allons jusqu'à cette ferme; vous y trouverez les témoins de ses derniers moments. »

Et, dans la ferme, une grande jeune femme, pleine de timidité, nous raconte sans émotion apparente, d'une voix nette, avec des détails et des précisions, ce qui s'est passé le 20 août 1914, après la bataille : la charrette sur laquelle l'officier agonisant se taisait, essayait de sourire et disait qu'il n'allait pas trop mal : il était si faible qu'on n'a pas pu le transporter jusqu'à la maison; il a fallu le descendre dans une prairie, et dans cette prairie la jeune femme a soutenu la tête du soldat jusqu'à ce que la mort vînt.

Elle raconte cela; elle se tait, et peu à peu, elle devient très rouge; ses lèvres tremblent, elle se cache le visage des deux mains et elle pleure, comme si c'était hier qu'elle avait enseveli cet inconnu.

Les femmes de Lorraine, il faut que toute la France le sache, ont été sublimes de tendresse pour les soldats qui venaient leur apporter la délivrance.

C'est un paysan qui remplace la jeune fille dans son récit. Il nous explique comment on a transporté le corps au pied de l'arbre où nous sommes, comment les soldats allemands ont arraché les médailles et volé le cadavre, comment leur officier a refusé une sépulture privée à un officier français et a voulu qu'on le jetât dans la fosse commune.



Cette brute ne savait pas que les dernières lignes écrites par Guy de Cassagnac disaient : « Si je meurs, je voudrais être enterré avec mes hommes ! » Vœu français, incompréhensible à un reître d'Allemagne. Au nombre des choses qui sont peut-être les plus éloignées d'une intelligence allemande, il y a la fraternité chevaleresque de nos armées.

Les enfants nous ont conduits à la carrière où le jeune chef repose, confondu avec ses soldats. La carrière était fleurie.

Que tardez-vous, amis ? nous disait cette fosse.

Quel appel ! Quelle révélation d'une vérité irrésistible sur le profond sentiment lorrain ! Quelle préface aux éclatantes journées de Metz ! N'ayant pas encore nos soldats vivants à fêter, la Lorraine, depuis quatre années, célébrait silencieusement la fête de nos soldats morts.

« ON EÛT DOUTÉ DE DIEU »

Metz, 19 novembre 1918.

Metz, ce soir et toute la nuit, tandis que j'écris ces lignes, est pleine de clameurs françaises et de *Marseillaises* unanimes. Un des grands jours mosellans s'achève, un jour qui nous sature de joie au point que notre cœur se découvre insuffisant à contenir cette surabondance. Nous sommes débordés par l'allégresse et la gratitude. Lundi soir le général Mangin, aujourd'hui mardi le général Pétain m'ont dit le même *et nunc dimittis* : « Maintenant la vie peut nous être reprise ; nos jours sont comblés ; notre mission remplie. » La municipalité de Metz m'a fait l'honneur de m'inviter, au titre d'ami et de serviteur de la Metz captive, à prendre place dans ses rangs pour les diverses phases de la solennité. J'étais ainsi au centre de la fidélité et de la sagesse messines. Là encore même plénitude, même effusion, enveloppées d'une sorte de silence. Ces conseillers indigènes de Metz, ces députés indigènes au parlement d'Alsace-Lorraine disent et répètent comme nos généraux : « Nous savions bien que nous serions sauvés, mais nous n'arrivons pas à croire que ce n'est plus un rêve ». Chez tous et partout, c'est une aube, un éblouissement, une extase qui hésite à devenir ivresse. « Est-il vraiment arrivé le jour que nous

appelions depuis cinquante années? Nous ne pouvons y croire ».

Un des épisodes de la lutte éternelle des deux races se clôt par cette rentrée de la France dans la vieille cité gallo-romaine. Si les négociateurs de la paix le veulent, voici à pour cent ans de sécurité sur la rive du Rhin.

Mille témoins vont noter les faits et les couleurs de cette solennité ; comment en faire comprendre l'âme ? Comment retenir et fixer cette première minute où les drapeaux de la France, ses grands chefs et son armée, resplendissante de fierté et de fraternité, s'avancent dans les rues de Metz dont l'âme s'agenouille de bonheur ? Minute sacrée, point de perfection entre le songe ineffable et l'ardente possession, je voudrais saisir, ne fût-ce qu'à force de rapidité, un rayon de cette aurore.

Toute la journée eut un caractère religieux. Les Lorrains, qui sont doués, presque à leur insu, d'un sens très puissant de la vénération, et qui possèdent au fond de leur être le respect intransigeant des choses sacrées, associent de la manière la plus singulière à cette aptitude, qui est leur beau secret, un goût trop visible et tout en surface pour la raillerie. Perpétuellement ils se moquent et, juste retour, craignent d'être moqués. De là, d'ordinaire, cette retenue, ce manque d'expansion, cette réserve qui semblent froideur et soudain aujourd'hui éclatèrent en larmes de joie.

La « Mutte » sonnait, la « Mutte », la vieille cloche municipale qui porte inscrit sur ses flancs : « Je sonne la Justice ! » La ville frémissait toute sous ses drapeaux (improvisés souvent, faute d'étoffes, avec des vêtements

de femmes, avec du papier) et s'agitait depuis le matin en beaux cortèges : jeunes filles et petites filles, aux costumes éclatants de lorraines, gamins en bérêts militaires, femmes trop souvent en grand deuil, hommes resplendissants de fierté et de liberté. Tous attendaient, couraient, se pressaient, s'appelaient. Mais dès que l'armée française parut, Metz devint une immense basilique.

Le ciel était solennel et charmant, un ciel couleur de l'âme des femmes de Metz, pleine de prières, de deuil et de reconnaissance. Jamais notre patrie ne fut ainsi aimée et ses armes bénies. C'était, dans cet immense plein air, une solennité d'Eglise, l'adoration de la France. Le Lorrain ne crie jamais sur le passage d'un drapeau. Quand nos trois couleurs défilèrent avec les régiments, chacun entendait son cœur battre et serrait la main de son voisin ; des inconnus s'embrassaient. Nous sommes de nouveau chez nous, nous Français à Metz, nous Messins en France. Ah ! que Déroulède n'est-il là !

Il n'y a pas un Messin qui n'ait été toujours pour la France. Pourtant quelques-uns doutaient, au cours de ce long demi-siècle : « Redevenir Français. Ah ! certes. Mais le peut-on ? » Devant cet impossible réalisé, leur admiration pour la France est totale. Un miracle s'est produit, et aujourd'hui ils voient passer les artisans du miracle.

Personne ne connaît la splendeur, le rayonnement, la spiritualité surhumaine des soldats de la France s'ils ne les a vus s'avancer aujourd'hui dans les rues de leur reconquête. Beaucoup d'entre eux avaient renoncé à leurs permissions ou les avaient écourtées pour participer à

cette entrée triomphale. Ils portaient sur leur visage la fierté d'hommes qui connaissent leur dignité, leurs exploits, leurs souffrances, et qui, ayant été à la peine, prennent leur part de l'honneur. Je peux dire que je sais maintenant de quelle manière enivrée et pure Jeanne d'Arc se tenait dans le chœur de Reims, quand elle eut conduit le Roi au Sacre. Nos poilus sont transfigurés d'avoir mené la France dans Metz. De vrais archanges guerriers. Et puis ils ont pleine conscience de représenter leurs camarades morts à la Marne, sur l'Yser, à Verdun, dans toute la suite des durs combats qui brisèrent la Germanie.

Sur leur passage, j'écoute les réflexions : « Comme ces généraux sont simples, pleins d'autorité et d'humanité ! De si grands hommes, si familiers et qui sourient et qui se laissent aborder ! Nous ne sommes pas gênés avec eux. Quelle différence avec les mécaniques allemandes, avec ces brutes boches ! »

Je demande : « Avez-vous beaucoup souffert du rationnement ? »

— Pas trop. Nous avions toute la campagne qui nous secourait. *Le peuple lorrain se tenait ensemble.* Mais des traitements, oh ! oui, nous avons souffert. »

Ils me disent : « Faites une page spéciale aux aviateurs français qui venaient sur Metz la nuit. Nous les entendions dans une mitraille épouvantable. Ils tournaient, tournaient, cherchaient bien leur but *pour nous épargner.*

— Vous ne saviez rien de la France ?

— Rien ! Mais, fût-ce aux pires moments, quand ils mentaient si fort, nous n'avons jamais douté ! »

Et ils me rapportent un mot qui courait le pays. On racontait que l'évêque allemand avait dit : « Les Allemands ne peuvent pas gagner ; ils ont commis trop de crimes ».

Au milieu de la solennité, quand la nouvelle de la blessure de Mangin vint jeter un voile sur la fête, toute la ville partagea le chagrin de cet enfant de Metz qui, après avoir sauvé la France au 18 juillet 1918, se voyait enlever la joie de passer sous la porte Serpenoise et de saluer de l'épée son camarade, le maréchal Ney. Mais toute la ville, en même temps, se disait (et que ce mot de gloire adoucisse la douleur du chef) : « Heureusement que cette blessure n'est pas arrivée le matin d'une offensive ! ».

Près de moi, deux gamins avaient réussi à se glisser au premier rang de notre groupe officiel. Ils retenaient leur souffle, écarquillaient les yeux. Le plus grand disait au plus petit, quand les chasseurs cyclistes passèrent sur leurs machines silencieuses : « Ils n'ont pas de ferraille, ceux-là ! » (1) Ils criaient de toute leur force : « Vive la France ! », aux moments rituels où la foule criait. (Un peu comme à la messe, par instant, les fidèles élèvent la voix). Au reste ils ignoraient les règles ; de grandes personnes les leur expliquèrent : « Quand un drapeau passe, on enlève sa casquette, petit, parce qu'il y a la France dans le drapeau. » Ils remercièrent humblement, humilité si touchante des enfants heureux de se perfectionner ; et

(1) Faute de caoutchouc, les Allemands avaient dû remplacer tous les pneus par un système de ressorts.

je les vis, l'instant d'après, qui faisaient l'éducation des autres gamins.

Henry Bidou a entendu une petite fille qui saluait une autre petite fille en lui disant : « Bonjour, petite Française ».

On demandait un plébiscite ? Fiez-vous au plébiscite des enfants de Lorraine et d'Alsace. Leur folle amitié, leur extase devant les soldats français révèlent la pensée intime des foyers familiaux.

Le défilé était fini. Autour du Maréchal Pétain, toute la ville s'est élancée vers l'Hôtel de Ville. Quelle allure, plus rapide que celle des chasseurs à pied, l'allure d'un bonheur qui ne voit plus d'obstacles. Ce Metz, que j'ai tant aimé à l'état triste et contracté de chrysalide, va maintenant, porté sur deux ailes irrésistibles.

A n'oublier jamais ce prêtre qui courait en jetant à la foule la nouvelle de l'élévation de Pétain au maréchalat : « Criez maréchal Pétain..., criez maréchal Pétain ». Et tous : « Quoi ? Que dit-il ? Pétain est maréchal ? Bravo ! C'est pour nous avoir sauvés ». L'acclamation s'allumait sur le passage de ce prêtre coureur, comme s'il était une torche allumant une rampe.

Le Maréchal Pétain a fait une grande chose quand il aida l'armée, aux jours noirs, à se ressaisir, à rétablir son moral parfait. Mais, dans cette salle des libertés messines, dans cette Mairie purifiée, en s'écoutant lui-même, en écoutant les orateurs indigènes, il eut encore bien du mérite, d'un ordre plus étroit j'en conviens, à garder le calme du chef. Quelle atmosphère d'émotion où tous les cœurs se fondaient ! Il dit : « Depuis quarante-

huit ans la pensée de l'armée française était tendue vers le but que nous avons atteint aujourd'hui. Nos soldats ont mérité la gloire et votre accueil ardent ». Comme il était pâle d'être la parole de la France victorieuse !

De la Mairie, le chef en tête, nous nous sommes engouffrés dans la cathédrale. Une des plus pures de France. Son grand vaisseau, merveille de lumière, exprime la part divine du génie mosellan. Mais pour être ce soir-là l'expression complète de notre race (la race de Jeanne d'Arc, à la fois lumineuse et railleuse), elle nous offrait à son portail une des plus fières ironies qui jamais aient diverti un *qu'roi* lorrain. Vous savez, ce fameux prophète Daniel que le Kaiser a fait insolemment sculpter à sa ressemblance au grand portail, nous riions tous en le voyant chargé de chaînes et flanqué de cette inscription : *Sic transit gloria mundi* !

Bientôt toute la ville et tous les étrangers, nous nous trouvâmes rassemblés sous la haute nef qui, depuis un demi-siècle, depuis le jour de malheur où Mgr Dupont des Loges y convoqua son peuple, abrite les souvenirs et les espérances messines. Le vicaire général reçut dans le chœur, au nom de l'évêque, le Maréchal, et lui exprima ses sentiments personnels de joie, ceux du clergé, et puis soudain : « Il ne m'est pas permis d'en dire plus, mais si vous le voulez, Monsieur le Maréchal, je vais vous conduire au tombeau de notre vénéré évêque, Mgr Dupont des Loges ? »

Tous comprirent. Seule cette chapelle du grand patriote était illuminée au milieu des ténèbres immenses de la basilique, et c'est alors qu'éclata l'inoubliable *Te Deum*.

Je songeais à toutes ces messes de septembre pour les soldats malheureux de 1870-71, où je suis venu ici m'agenouiller au milieu des dames de Metz. Je refaisais en esprit nos pèlerinages de toutes saisons au monument de Chambière. Notre rêve est réalisé, notre prière accueillie, le front de la France touche au ciel. Dans la cathédrale envahie par les ombres du soir, le Maréchal de France garde sa haute allure droite, mais son visage, où parfois un lampadaire projette sa lueur, est couvert de larmes.

— Eh ! bien, dit près de moi un officier à une paysanne, vous êtes contente, nous voici revenus ?

— Mon Dieu donc, si vous n'étiez pas revenus, on n'aurait plus été à la messe ! »

Silence aux orgues ! Méditez ! On eût douté de Dieu... Ce désespoir de la Justice est profond et vrai. Si la France n'était pas revenue cette fois, c'était fini. C'était l'anéantissement des destinées lorraines, françaises et gallo-romaines. Dans toute la vallée de la Moselle, c'était la mort de nos plus hautes conceptions spirituelles. Aussi de quel cœur nos milliers de voix clament le *Te Deum*, cette suite de la *Marseillaise*, cette suprême strophe des chants de bataille au soir de la Victoire.

Et les Boches ? me dites-vous. Nous parlerons des Boches demain. Je n'ai pas le cœur, aujourd'hui, de mêler aux nobles vainqueurs ces gens-là. Un trait seulement. La statue de Guillaume I^{er} est renversée et souillée dans la poussière de l'esplanade. Eh bien ! un Allemand y trouve son profit : il vend un demi-mark la photographie de ce qui lui devrait être un objet de douleur. C'est un des mille traits de la décomposition germanique.

« ICI COMMENCE LA TERRE DE LA LIBERTÉ »

Colmar, 22 novembre 1918.

Qu'est-ce qui domine à Colmar ? L'amour de la France ou la haine de la Prusse ? Cette haine et cet amour ici brûlent d'une ardeur égale. Nous sommes au pays de Jacques Preiss, le vieux député, si sage et si ferme, qui dit un jour la terrible parole : « Vous avez fait en Alsace la paix des cimetières ». Nous sommes au foyer de la résistance, dans la citadelle des Hansi, des Blumenthal, des Helmer, des Wetterlé. « Quand arrive Wetterlé ? » me demande chaque Colmarien, comme à Metz chaque Messin me disait : « Nous amenez-vous le chanoine Colin ? » C'est ici la terre du vignoble, la terre d'ironie et de fronde vengeresse. Tout à l'heure, aux portes de la ville, quand la foule des sociétés, des confréries, des corporations, brillantes et bruisantes, sous leurs riches bannières et dans leurs costumes éclatants, coude à coude, attendaient l'arrivée du général de Castelnau, dans ces minutes d'émotion presque religieuse, un cri brutal s'est élevé d'un groupe populaire, et, pourquoi le tairais-je, ce cri que l'assentiment d'un peuple autorise : « Vive la France ! et Cambronne pour la Prusse ! » Pourquoi l'histoire ignorerait-elle aucun des témoignages qui confirment dans quelle fange, et sous quel mépris s'écroule le despotisme odieux des Allemands ?

Pas un de ces héros de Saverne qui, pendant un demi-siècle, et plus durement encore dans les cinq dernières années, ont martyrisé l'Alsace et la Lorraine, n'a su garder dans la défaite une attitude digne. Ce ne sont pas des fuyards, me dit tout Colmar, ce sont des déménageurs. Hier, pour emporter sur leurs voitures militaires leur butin de pendules et de pianos à queue, leur suprême pillage, ils abandonnaient leur matériel de guerre et jetaient à la rue leurs armes.

Comme à Metz, un ciel superbe, le soleil d'Austerlitz, vient d'envelopper la journée de Colmar. Deux mille jeunes filles aux cœurs fidèles, en jupes rouges ou vertes et coiffées de larges rubans noirs brodés, précédaient de leur long cortège étincelant les régiments de la délivrance. Elles guidaient à travers leurs vieux logis aux longs toits qui verdissent, aux pignons pointus, aux façades ventruës, ces vainqueurs superbes d'émotion et de fierté. Et c'est ainsi que la fleur de la ville et la fleur de la France défilèrent devant le sauveur de Nancy, à cheval au milieu de ses généraux.

Et lui, le chef, en culotte rouge et dolman noir, le képi lamé d'or un peu sur l'oreille, les deux mains gantées de blanc au pommeau de la selle, vraiment le type parfait du général français dont rêvèrent tout au long du XIX^e et du XX^e siècle les jeunes et les vieux d'Alsace, il se tenait là *pour toujours* en plein Colmar, image sublime de la force qui rétablit la paix. Calme dans le rêve national, enfin réalisé par le fer et par le génie, il saluait au nom de la patrie.

Il saluait non pas seulement ses colonels et ses régiments, mais, gravement, avec déférence, chaque chef de

section, chaque chef de peloton. Geste pathétique, hommage trop vrai après ces cinq années ! On y sentait le profond respect du Chef de guerre pour l'homme. Et tout Colmar disait : « Voilà l'humanité des Français ! Nous retrouvons la France, où les plus hauts sont les frères des plus humbles et ne s'en distinguent que parce qu'il faut, pour un travail bien fait, que les uns commandent et que les autres se subordonnent. »

Pas un cœur qui ne fût fraternel et pleinement rassasié de gratitude, de gloire et d'amitié. Une ivresse dont nous garderons jusqu'à notre mort le bonheur entraînait la population et, comme je l'ai déjà noté à Metz, physiquement la soulevait de terre. De minute en minute, insensiblement, tout ce peuple, rythmé par une même cadence d'émotion, prenait des ailes, et sa marche se muait en danse. Dans le jardin de la préfecture, où Castelnau recevait les délégations, cela éclata soudain. Les musiques jouaient la *Madelon*. Les jeunes filles de Colmar, les plus petites, bientôt toutes les grandes, commencèrent à former des rondes, invitèrent les jeunes officiers et valsèrent sur le tennis de M. de Putkammer, et puis, élargissant leur cercle, entourèrent d'une immense farandole les bâtiments qui, hier encore, logeaient le haut représentant impérial en fuite.

Décor enchanteur et tendre, belle ordonnance improvisée d'une fête galante à la Watteau, délire profond comme la sagesse, élan vital d'un peuple qui brise les glaces de l'hiver et libère son printemps. Avec Hansi, je regardais ce spectacle d'une liberté si pure, et le hasard nous avait placés entre deux délégations qui attendaient

leur tour, l'une portant au Général les vieux drapeaux d'avant 1870, soigneusement gardés durant un demi-siècle d'espérance en deuil, l'autre groupant autour d'une pique « les exilés et les condamnés pour l'amour de la France. » Je questionne une jeune fille, parmi ces condamnés : « Qu'avez-vous subi, mademoiselle ? » — « Trois mois de prison pour avoir envoyé des baisers à des chasseurs alpins prisonniers. » Et elle entre dans la farandole.

Hansi, cher et noble artiste, gloire charmante de votre cité, quelle image pour votre crayon, quand vous publierez l'album que l'univers attend de vous, l'album des fêtes de l'Alsace et de la Lorraine célébrant leur délivrance !

Dans le clair obscur du soir, les dernières lueurs d'un tel jour vont de l'âme à l'âme et deviennent amour. Jeunes soldats et jeunes filles sentent se mêler à leurs grêles destins la victoire de la France. La jeunesse de Colmar, dans un élan apollonien, exorcise les puissances des ténèbres, chasse et ventile à force de joie tous les miasmes de Germanie.

Une incomparable puissance de résurrection frémit dans la terre d'Alsace. Une âme française y repose, mystérieuse et merveilleuse, au fond des êtres et des choses. Beaucoup d'entre nous connaissaient ce rêve éternel de l'Alsace, ces orientations de sa vie intérieure, et voici que nos jeunes soldats, par leur seule approche, délivrent et mettent à la lumière sa naïve ferveur ; mais Castelnau, d'un mot profond, active et magnifie cette impulsion première. Il associe tous les âges et toutes les douleurs à cette fiançaille qui remplit Colmar de ses rayonnements

et de ses danses. « Mes chers camarades, dit-il, aux notables de la ville, aux vétérans de 1870 et à ceux qui perdirent les leurs dans un dur martyre, mes chers camarades, soyons heureux, réjouissons-nous : nos fils ont arraché des feuillets de l'histoire la page douloureuse ». Ainsi parle ce père en deuil, afin que de cette allégresse rien n'inquiète les soldats endormis dans les bras de la patrie.

Un *Te Deum* unanime jaillit, de la salle des Catherinettes, en flon-flon de danse, jusqu'aux temples où le croyant va s'agenouiller et prier. L'Alsace et la Lorraine se sentent sanctifiées par les sacrifices qu'elles ont consentis pour la France, et la France pour elles. Toutes les âmes respirent à ciel ouvert. Je n'ai jamais vu de bonheur qui devant notre approche n'ait fui sur l'horizon, mais ici l'achèvement et la réussite sont parfaits. Deux petites nations se redressent libérées par un coup de foudre, et sans une brisure au cœur, confiantes dans leur mission que les peuples ont proclamée, elles vont poursuivre leur destin avec une âme rehaussée dans la douleur et la solitude. A peine relevées d'esclavage, elles proclament leur secret profond, le désir des terres celto-rhénanes, une promesse, un vœu de mariage éternel.

Hier, le peuple de Colmar et son armée libératrice sont allés planter sur le Rhin, en face de la Germanie refoulée la sublime inscription qu'y avaient dressée nos pères : « Ici commence la terre de la liberté. »

LE PREMIER FRANÇAIS

A SAINTE-ODILE

Je recueille du mieux que je puis ce que j'ai vu, mes propres expériences, mais je voudrais retenir ce que les autres ont vu, éprouvé et dont leurs récits me donnent l'émotion. Hirschauer entre à Mulhouse le 17 novembre, Pétain à Metz le 19, Castelnau à Colmar le 22. Combien je regrette de n'avoir rien de mon cru à vous apporter de la noble Mulhouse. Qu'un mot du moins, fût-il bref comme une fusée dans les ténèbres, nous garde le souvenir de l'arrivée du premier officier français à Sainte-Odile.

Un vrai soldat, un combattant de cinquante-deux mois, monte si tôt qu'il peut au couvent. Honneur au lorrain qui méritait bien de renouer la haute tradition ! Ecoutez-le, dans ces deux billets :

Barr, 18 novembre.

« Nous venons de faire notre entrée à Barr, au pied de Sainte-Odile, avec le premier bataillon et le drapeau d'un de nos régiments. Que dire ? que raconter ? A peine pied à terre, les cris, la ruée instantanée, les enfants tendus à bout de bras par-dessus les têtes sans qu'on sache si c'est pour les embrasser ou pour les bénir ; — le drapeau qui s'avance, la Marseillaise qui se lève pour l'accueillir ; — une atmosphère unanime nous baigne et nous pénètre tous. L'ancien maire déporté et revenu le matin même nous fébrilement l'écharpe jannée de 1870. Dans la salle de la mairie, le Conseil municipal nous

accueille. Ce sont des vieux qui nous regardent, qui tremblent d'émotion et qui nous crient : « Dites, est-ce possible ? Est-ce que c'est vrai ? Dites, dites. » Vive, Vive, crie incessamment la foule au dehors, car c'est tout ce qu'elle sait de français. Mais les vieux et vieilles savent. Une de celles-ci, s'approche : « Vous nous tenez, n'est-ce pas ? Vous nous tenez, vous ne nous laisserez pas retomber ? »

« Le rêve merveilleux d'une vie humaine minutieusement, exactement, totalement réalisé ! Que de prodiges ! Dieu soit loué... »

Sainte-Odile, 20 novembre.

« Ce matin, 20 novembre, à 7 heures, par un temps plein de neige et de brouillard, le premier Français est descendu de voiture devant le portail de Sainte Odile.

« Dans la brume, deux vieux apparurent en agitant leurs bonnets. Ils ouvrirent la porte de l'église et la porte de la chapelle de Saint-Odile, et le Français fit ce qu'il devait. Puis, dans le couloir il rencontra une petite sœur qui accourait les mains tremblantes et qui lui dit : « Je suis de Dannemarie, Monsieur, vous êtes le premier... »

COMMENT LE BARON DE GEMMINGEN, GOUVERNEUR DE LORRAINE DUT ÊTRE POUSSÉ PAR LES DEUX ÉPAULES HORS DE SON PALAIS DE METZ

Strasbourg, 24 novembre 1918.

Un des étonnements de cette guerre pleine de miracles et qui vient de finir avec une rapidité surprenante, c'est de voir comment la puissante Allemagne impériale se dégonfle piteusement. Du plus grand au plus humble. Etaient-ils en baudruche ? Non, leur armée fut superbe de force méchante, de ténacité, d'esprit de sacrifice, mais leur âme, dans l'adversité comme dans le succès, diffère totalement de la nôtre. Ils se sont vantés de n'avoir pas d'esprit chevaleresque, ils ont l'esprit mercantile et se guident essentiellement sur le gain à réaliser. A quoi leur servirait d'avoir de la fierté dans la défaite ? Ils cherchent, sans plus, à ramasser leurs hardes.

Aux pays libérés, c'est un immense triage des individus. « Es-tu Boche ? Es-tu Alsacien ou Lorrain ? Qu'étaient ton père et ta mère ? Et toi-même, as-tu bien vécu ? Peut-on te tenir pour un pur ? » Dans toute la ci-devant **Alsace-Lorraine**, c'est comme une répétition générale du Jugement dernier. Nos administrateurs, en prenant possession de leurs services, commencent par convoquer le

personnel en fonctions. Et au milieu du tremblement universel :

— Messieurs, leurs disent-ils, que ceux qui sont Alsaciens, c'est-à-dire Français, se placent à ma droite... Maintenant, ceux qui ont un père alsacien ou une mère alsacienne...

Hors ces deux catégories, promises au Paradis et au Purgatoire, tout est Bochie, infernale Bochie.

Un des officiers qui venaient de procéder à cette revision du personnel masculin, me raconte qu'au moment où il se tourna vers les dames employées et dit : « Que celles qui sont Françaises... », ce fut, sans qu'il pût achever, une envolée d'alouettes. Nul autre mot. Proutt... Toutes ces Alsaciennes, enivrées de fuir du milieu des Boches, venaient se poser à sa droite.

Les temps de la justice sont venus, et les Alsaciens, les Lorrains, depuis cinquante ans dévorés par les saute-relles d'outre-Rhin, reprennent joyeusement leur plein-droit sur leur terre délivrée, qu'il s'agit maintenant de nettoyer. Wacke est maître chez lui. Quant au Boche, quelle désolation de retourner au pays où il était maigre ! A-t-il reçu de Berlin l'ordre de rester à tout prix dans l'ex-pays de l'Empire pour y espionner aujourd'hui, et pour y constituer demain un parti de protestation ? Espère-t-il follement quelque revirement du sort durant les négociations de la paix ? Ou simplement ne peut-il se résigner à regagner sa Germanie, depuis qu'il a connu la douce terre de France ? Je ne sais. Le fait est qu'il s'accroche et qu'aucun abaissement ne lui coûte. Voyez-le face à terre, les bras tendus en signe

d'imploration, et pour mieux s'agripper au sol, il fait kamarad à plat ventre.

Mais trêve de théoriser. Ce n'est pas l'heure ni le lieu. Je suis sur place, profitons-en pour recueillir des faits. Et peut-être, par exemple, vous intéressera-t-il de savoir dans quelles conditions M. le baron de Gemmingen, représentant du kaiser à Metz, a laissé la place au représentant de la République française, et de quelle manière ce haut et puissant Allemand a, pour la dernière fois, pensé, parlé et figuré dans l'ex-Lorraine d'Empire.

C'était le 20 novembre, le lendemain du jour que les générations messines ne cesseront plus de glorifier, le lendemain de la rentrée des troupes françaises dans Metz. La ville était encore bouleversée de bonheur et nos cœurs tout frémissants. Avant neuf heures du matin, M. le commissaire de la République Mirman sortit de l'hôtel où il venait de passer la nuit, et se rendit à pied au palais du gouverneur allemand, redevenu la préfecture française. Vous connaissez, près de la Moselle, cet agréable bâtiment dont la porte est surmontée d'aigles napoléoniennes ? M. le commissaire de la République traversa la cour et monta le grand escalier. Le hasard d'une rencontre amicale me faisait son compagnon. Les employés allemands, mornes, inexpressifs, corrects, catastrophés de la tête aux pieds, nous regardaient passer et saluèrent profondément leur nouveau maître. A travers deux, trois pièces, Mirman gagna le grand salon, une pièce banale, ornée de vitrines déjà vides, et là, entouré de ses collaborateurs civils et militaires, il donna l'ordre de prévenir l'ex-gouverneur allemand.

— Dites à M. le baron de Gemmingen que je suis disposé à lui donner l'audience qu'il a demandée.

Ce n'est pas là, lecteur, un spectacle banal. Nous allons voir quelque chose de noble, un chef vaincu et d'ailleurs un homme qui appartient à la société aristocratique. Non pas un aristocrate de vitrine, déshabitué de commander, sinon à des domestiques, mais un personnage haut placé dans la hiérarchie de l'Empire. Sans doute nous allons surprendre en lui l'écho d'une prodigieuse douleur et peut-être d'une vive colère. Nous serons en présence d'un homme qui, toute cette nuit dernière et déjà bien des nuits précédentes, a éprouvé les plus amers regrets patriotiques et individuels. Un foudroyé, ce haut personnage allemand. Comment le malheur l'aura-t-il sculpté ?

Mais le voici. C'est un grand homme sec, à lunettes, un homme d'une soixantaine d'année, qui salue, que nous saluons, et qui s'assied en face de Mirman, derrière une table dont ils sont d'ailleurs l'un et l'autre éloignés. Il est pâle, tient le menton en l'air, a des inclinations saccadées de tout le haut du corps.

Avant de rien écouter, et pour la parfaite intelligence de cette scène, il faut savoir de quelle manière se fait la transmission des pouvoirs dans les pays ci-devant annexés. A Metz, dès l'entrée des troupes françaises, un officier d'état-major s'est rendu auprès du baron de Gemmingen pour lui signifier que ses pouvoirs avaient expiré. Puis, le jour de l'entrée solennelle des troupes, après la réception du maréchal Pétain par le conseil municipal à l'hôtel de ville, le général de Maud'huy, gouverneur militaire de Metz a installé le commissaire de la République

Mirman. C'est dans l'ordre et dans la vérité de la reconquête. L'armée va devant et immédiatement fait sa place au pouvoir civil. A ce moment, un incident se produisit, qui ne vaudrait pas qu'on le relevât s'il n'avait donné lieu à une plainte de M. de Gemmingen, dont nous allons entendre l'écho. M. Mirman, quelques minutes avant l'heure de son installation, en jetant un coup d'œil sur les préparatifs, aperçut, au mur d'un salon, un grand portrait du Kaiser, et commanda à deux soldats français de le décrocher et de le déposer derrière un meuble. Il avait parfaitement raison. Mais peu après, M. de Gemmingen faisant allusion à ce fait, se plaignit à un officier français d'avoir été l'objet d'une inconvenance.

Le commissaire de la République jugea qu'il ne pouvait pas laisser passer cette allégation sans la réfuter et sans mettre l'incident au clair. Ce fut le début de l'entretien. En termes irréprochables de mesure et de fermeté, M. Mirman marqua au baron de Gemmingen l'erreur de jugement que celui-ci avait commise. « Inconvenance, provocation », avait dit l'Allemand. « Il n'y a qu'une inconvenance et une provocation, répondit M. Mirman, c'est d'avoir laissé dans une maison qui n'était plus la vôtre, un portrait qui est un symbole ».

Le baron de Gemmingen ne répliqua rien. Il se tenait toujours raide, le menton haut. Sa pâleur avait augmenté ainsi que les inclinations saccadées de son buste. Il semblait une catapulte qui va lancer un projectile, mais une catapulte vide.

Mirman, par un temps de silence, parut prendre acte

de cette impuissance, puis, avec la plus courtoise autorité, il passa à son deuxième point.

Il tenait à dire à l'ex-gouverneur qu'il savait de source sûre que, contrairement à tant de ses collègues allemands, il avait fait un effort loyal pour atténuer certaines difficultés avec la population civile et, parfois, pour la défendre contre les injustices de l'autorité militaire allemande. De cette attitude, il tenait à lui donner acte. Et c'était pour la reconnaître qu'il avait consenti à le recevoir.

Sur ce compliment, d'ailleurs mérité, les Messins nous l'ont dit, la figure terreuse de l'ancien préfet parut s'illuminer, et il s'inclina derechef.

Je ne cherche pas à rétablir les paroles mêmes qui furent échangées, parce que je ne serais pas assez sûr de les reproduire exactement. Mais, dans cet analytique, je garde l'ordre de la conversation. M. de Gemmingen ne prononça que de courtes phrases. Il comprend le français, mais le parle avec difficulté.

« Vous avez désiré causer avec moi, continua Mirman. Je suis prêt à vous entendre sur les intérêts généraux de la population, si vous avez à me signaler quelques points qui intéressent son bien-être et qui touchent à des questions d'humanité. »

M. de Gemmingen se tut. Mirman poursuivit :

« Je suis prêt, d'autre part, à vous procurer, à titre personnel, des facilités matérielles pour votre départ. »

C'est de ces facilités seules que M. de Gemmingen se montra préoccupé. Il désirait rester avec sa famille dans la préfecture et fit valoir avec animation les ennuis qu'il trouverait à s'installer à l'hôtel.

Comme Mirman ne semblait pas persuadé, il insista et proposa un compromis : il abandonnerait les bureaux et la plus grande partie des appartements, en se bornant à y garder quelques chambres.

Je ne vous développerai pas la stupeur dont nous étions saisis. Vous la ressentez, lecteurs. Quoi ! c'est de ces misérables soucis qu'est remplie, dans un tel moment, l'âme de ce haut Allemand dépossédé ? Ou bien faut-il croire qu'il recourt à ces basses ruses pour tromper l'opinion publique et pour lui faire croire que l'armistice n'a pas mis fin à la possession allemande ?

M. Mirman répondit qu'il fallait bien choisir, que son interlocuteur ou lui-même devait subir les inconvénients de la vie à l'hôtel, que M. de Gemmingen ne représentait plus rien à Metz, que lui, Mirman, y représentait la France, et qu'ainsi il était de nécessité indiscutable que sa famille et lui fussent installés dans la journée. D'ailleurs, il offrait à M. de Gemmingen la main-d'œuvre pour faciliter son départ et n'avait pas besoin de lui dire que tous les égards dûs à des femmes seraient observés à l'égard des personnes de sa famille, sans qu'il fût même besoin d'en faire aucune recommandation à des soldats français. A cette occasion, il put, sans se départir de la plus parfaite correction, rappeler de quelle brutalité, dont sont incapables des Français, le préfet de Lille avait été l'objet de la part d'officiers allemands, qui avaient cherché à l'étrangler.

M. de Gemmingen quitta la préfecture dans la journée, et les autres principaux fonctionnaires allemands y restent, sous l'autorité d'un officier français, dans chaque

service, pour assurer la continuation de la vie, jusqu'à ce qu'un nouvel ordre de choses puisse être établi.

Je n'appuie pas sur mes crayons : à peine une esquisse. Tout de même utile, si elle montre comment se fait en Lorraine, en Alsace, le transfert du pouvoir. Et puis nous ne donnerons jamais trop de lumières sur le caractère allemand.

Comment de tels hommes, secs, clairs, fort plats en vérité, ont-ils pu être en proie au rêve pangermaniste, au rêve exécrable, mais grandiose, de dominer le monde par la brutalité la plus intransigeante ? Je me demande si nous n'avons pas noyé le texte sous les interprétations, et si tout ce pangermanisme et ce nietzschéisme des hommes d'Etat allemands, se proclamant autorisés à la dureté et à la violence, n'étaient pas au dernier mot le misérable appétit d'une immense choucroute, le désir de trop manger enfin une fois, bref l'obsession d'un estomac fils et petit-fils d'estomacs éternellement affamés ?

Quoi qu'il en soit, la manière dont l'Empire allemand finit en Alsace-Lorraine prouve définitivement aux témoins de cette liquéfaction qu'ils se trouvent en présence d'une humanité inférieure. Quelque chose disparaît qui était indigne des nobles nations de Lorraine et d'Alsace.

En sortant du cabinet de cette entrevue, nous avons traversé un salon, où j'ai remarqué deux belles effigies de Napoléon I^{er} : sur la cheminée, son buste en marbre, et au mur son portrait en pied. Ce grand homme a échoué à constituer définitivement nos frontières de l'Est. C'est l'œuvre que nous attendons maintenant de la Républi-

que. Tous doivent se grouper autour d'elle pour qu'elle perfectionne et parachève l'œuvre que la France vient de mener à ce premier point de victorieuse réussite.

J'ai oublié de dire qu'avant cette audience historique, et tandis qu'avec Mirman nous allions de l'hôtel à la Préfecture, nous sommes passés devant la Cathédrale et que nous y sommes entrés, pour saluer le tombeau de Mgr Dupont des Loges, où la veille Mirman avait fait déposer des fleurs.

Dès ses premiers pas dans Metz purifiée, le commissaire de la République s'inclinait devant le souvenir de l'évêque patriote, comme avant de quitter Nancy il était allé s'incliner sur le tombeau du député protestataire Anthoine, qui fut un franc-maçon et un grand patriote. A l'un et à l'autre, il demandait de le bien inspirer dans la glorieuse tâche d'union sacrée qu'il faut que nous poursuivions et élargissions sur le Rhin.

CE QU'IL FAUT SAVOIR ET VOIR POUR FIXER LE STATUT DES ALLEMANDS

Il faut savoir que dans Metz les Allemands sont au nombre de trente mille et les Lorrains d'origine française tout au plus dix-huit ou vingt mille.

Ce sont les chiffres d'avant-guerre, peu modifiés, je crois, depuis l'armistice.

Et il faut voir, chaque soir, la brasserie allemande où pénètre M. de Gemmingen, depuis qu'il a quitté le palais du Gouvernement. Il entre. Tous se lèvent et saluent.

Dans ces jours de novembre, de décembre, sous les brillantes fêtes où déborde l'enthousiasme franco-messin, une armée souterraine germanique subsiste dans la ville pavoisée.

Et dans Strasbourg il n'y a guère moins de soixante mille Allemands.

Que proposons-nous ?

Un statut très net :

Les Alsaciens et les Lorrains qui étaient Français avant 1870 le redeviennent, et leurs fils et petits-fils également. Quant aux Allemands qui se trouvent en Alsace-Lorraine, ils restent Allemands. Ils seront acceptés en résidence, s'ils le méritent, et pourront être naturalisés s'ils le demandent, après examen. Ce seront autant de cas particuliers.

L'ENIVREMENT D'AMOUR DES DEUX PROVINCES RECONQUISES

Strasbourg, 25 novembre.

Une fois encore, dans Strasbourg, après Colmar, après Metz, nous avons vu l'entrée des vainqueurs. Je n'ai pas de mots qui puissent exprimer la gratitude, la fraternité de la ville, ni la fierté des soldats parachevant dans cette journée d'honneur leur œuvre de délivrance. Jamais le monde, jamais nos cœurs n'avaient entrevu une qualité de noblesse humaine et surhumaine, héroïque et simple, comparable à celle qui rayonnait des regards et de toute l'allure de ces fils de France, quand ils défilaient, cet après-midi, au milieu des bénédictions unanimes, devant l'ex-palais du kaiser.

Pourrez-vous prendre une idée claire et totale des faits d'une si prodigieuse force de symbole auxquels je viens d'assister ? Pour moi, j'ai le cœur trop petit, l'esprit trop faible ; je ne peux pas saisir, contenir et vous apporter toutes les émotions, toutes les raisons par lesquelles je suis assailli depuis que la marée française a recouvert les terres d'Alsace et de Lorraine et rejoint, revivifié leurs profondes sources indigènes. L'événement dépasse l'expression individuelle, et seules des cités lui peuvent donner une voix. Acceptons notre insuffisance. Les grandes choses doivent être dites simplement. Avec des adjectifs

et des interjections, on empêche l'esprit de les contempler sûrement et de les méditer. Ce n'est pas compliqué. Cela tient en dix lignes. Cet après-midi, je viens de voir, devant l'ex-palais du kaiser, et à deux pas de sa statue déboulonnée et décapitée, les troupes françaises défiler entre le général Gouraud, glorieux mutilé, qui de sa main gauche tenait son épée nue, et le maréchal Pétain, entouré d'un bataillon de généraux dont les noms résonnent plus haut que les noms des compagnons de Napoléon. Des généraux dont nous savons familièrement les noms, les services, les armées, les victoires, les souffrances, comme si nous étions d'un même cousinage. Et quand j'eus bien vu, je suis allé à la cathédrale de Strasbourg, dont la haute flèche érigeait dans les brouillards le drapeau tricolore.

Comment voulez-vous que je vous dise, d'une main qui tremble encore d'émotion (c'était il y a moins d'une heure), ce que c'est que d'attendre dans la cathédrale de Strasbourg l'arrivée d'un Maréchal de France pour y chanter le *Te Deum* de la victoire qui nous restitue le Rhin ? Journée de rédemption : je songe aux familles en deuil et je remercie leurs morts endormis dans la terre de France. Le chapitre près de l'entrée, au bas de la nef, attendait le maréchal Pétain. Ah ! si vous aviez vu la folle joie qui bondissait dans l'âme des vieux et vénérables chanoines et que traduisaient leurs regards de feu. Quand le Maréchal arriva, suivi d'un bataillon d'officiers supérieurs, et que les discours eurent été échangés, le groupe des prêtres conduisit l'éblouissant escadron des vainqueurs à travers l'immense cathédrale dans le chœur. Rien de plus beau

que ces centaines d'officiers, bouleversés par la solennité de l'heure et du lieu et qui s'avancent rapidement en lignes pressées, derrière ceux que tous les yeux cherchent, derrière les chefs de la victoire, Pétain et Castelnau. Pétain vient d'inviter Castelnau à se tenir auprès de lui. Je n'oublierai jamais le geste filial du plus vieux des chanoines. Ce vieillard, le chef du chapitre, tenait dans sa main la main du Maréchal de France, et ils allaient ainsi comme un enfant avec son père, ou comme deux frères. Sainte familiarité, indicible simplicité de l'héroïsme ! Les orgues exultaient d'allégresse, les lumières faisaient un diadème aux poilus, les voix escaladaient le ciel, et tout le monde pleurait. L'immense multitude aimait et remerciait ceux qui tombèrent dans les batailles et leurs familles, et les réunissait en esprit aux fils de France survivants. Tous les morts de la guerre et tous les survivants emplissaient la nef, heureuse de contenir une fois une âme digne de ses beautés.

Jusqu'à la dernière minute de notre vie, quand nous baisserons nos paupières pour nous recueillir, nous trouverons toujours dans notre conscience l'étincelle qu'y déposent ces grands jours. L'esprit en feu, je n'ai pu rester avec le monde officiel ; je me suis promené indéfiniment dans la foule, dans les brouillards du Rhin répandus sur la ville fiévreuse. Voulez-vous quelques fruits de ma récolte au long de cet interminable vagabondage ?

Une femme du peuple que je félicitais de sa modeste boutique brillamment pavoisée, m'a dit : « Nous n'avons plus d'étoffe pour nous faire des chemises, nous en trouvons pour nous faire des drapeaux. »

Une jeune Alsacienne, au milieu du défilé, a déclaré à Gouraud et au haut-commissaire Maringer : « Je suis sûre de n'être pas plus heureuse le jour de mon mariage. »

Les enfants d'une petite école, qui apprennent le français depuis cinq jours, ont tenu à réciter aux poilus leur *Je vous salue Marie* en français.

Eugène Tardieu a entendu un maire de village qui disait à des soldats : « Nous vous aimions, mais nous ne savions pas que vous nous aimiez tant. »

On me nomme des jeunes filles qui, dans le désarroi des jours sombres, dans la détresse des âmes, firent vœu si l'Alsace était rendue à la France de se donner à Dieu, de prendre le voile.

Noble Strasbourg, de toutes les fissures du sol jaillit la flamme; ces pauvres gens, ces vaillantes gens, à chaque respiration trahissent leur plénitude d'émotion, et moi, avec ces quatre feuilles que je cueille, est-ce que j'espère donner une idée de la forêt? Installons-nous plus paisiblement dans l'atmosphère. Ecoutez ce discours que j'ai entendu où se mêlent les éléments les plus comiques et les plus attendrissants. Pour le bien mettre en place, représentez vous, dans Strasbourg, une salle à manger modeste où se tiennent deux Alsaciennes, une femme de cinquante ans, institutrice de son métier, et puis sa fille, jeune personne de vingt ans. Ces deux dames se sont inscrites au bureau qui distribue des soldats français à ceux qui désirent les fêter, et elles attendent leurs deux invités inconnus.

La table est prête pour quatre personnes : des serviettes habilement plissées, au milieu un compotier avec

des fleurs et des fruits. Le pied du compotier, les verres et tous les couverts sont ornés de petites faveurs tricolores.

On frappe à la porte. La jeune fille y court. Deux poilus entrent avec tout le harnachement, leur casque sur la nuque, deux beaux poilus du Midi, couverts de sueur et de poussière. Ils s'arrêtent, médusés par la blancheur et la fraîcheur de cette table et par la solennité émue des deux Alsaciennes. Et voici le chant d'allégresse qu'ils entendent et que je crois noter exactement :

— Entrez, messieurs (c'est la mère qui parle), soyez les bienvenus dans notre maison. C'est ici un foyer de la vieille Alsace où les cœurs sont toujours restés français. Nous sommes heureuses et fières de vous accueillir et nous tâcherons de vous gâter comme auraient fait vos mamans. Je vous en prie, messieurs, débarrassez-vous donc. (Les deux poilus se déchargent, et elles les aident à accrocher un fusil par ici, une sacoche par là.) Voulez-vous peut-être vous laver les mains ? Vous serait-il agréable que je vous indique le petit endroit ? Désirez-vous vous donner un coup de peigne ? Passer vos pantoufles ? (Les deux poilus font un geste de dénégation.)

Et au moment de se mettre à table : « Ah ! messieurs, si cela vous est égal, vous pourriez peut-être aller saluer ma mère avant de manger ? » Ils acquiescent. On passe dans une pièce voisine. Une vieille femme au lit, en camisole : « Maman, voilà les soldats français ! » La vieille femme se redresse, les admire, écarte les bras : « Mon Dieu, il est donc venu, ce grand jour que nous attendions depuis si longtemps ! » Elle demande à les embrasser,

garde leurs mains dans ses mains, parle de son fils, qui a été soldat français en Afrique et pleure silencieusement en disant : « Je puis mourir tranquille, je sais maintenant que vous êtes là ! »

Ils retournent à la salle à manger et se mettent à table. « Voulez-vous du vin blanc ? Préférez-vous du rouge ? Nous boirons les deux. Et puis, j'ai mis de côté une bouteille de vieux vin de France que les Boches n'ont pas trouvée, et j'ai encore pu sauver une petite bouteille de kirsch. » Les deux poilus, raides sur leur chaise, répondent à toutes ces prévenances par de constants petits saluts, des inclinaisons du buste et de la tête. « Et maintenant, dit la bonne dame, où étiez-vous, messieurs, qu'avez vous fait, racontez-nous vos exploits ? » La jeune fille insiste. Ils commencent. Je les laisse.

On trouverait la même scène à tous les étages. Les rues sont quasi obstruées par des bandes de jeunes Alsaciennes et de soldats, jeunes officiers ou simples poilus, qui circulent, heureux comme des anges en se tenant à six ou huit par le bras.

Un jeune artilleur me dit : « Jamais de la vie je n'ai reçu autant de baisers qu'à Mulhouse, lors de notre entrée, et à la fin de l'après-midi mes camarades et moi nous nous sommes trouvés en face d'une bande de jeunes filles si jolies que nous nous sommes enhardis à les inviter à dîner. Elles nous ont répondu qu'elles voulaient bien, mais que nous devions en demander la permission à leurs parents. Nous y sommes allés. C'étaient de grands bourgeois. Il nous ont répondu en souriant qu'il nous autorisaient. Nous avons donc mené ces jeunes filles au restaurant ;

nous nous sommes beaucoup amusés, et c'est la première fois de ma vie que j'ai compris ce que c'est qu'un amour chaste. Nous les aimions et admirions comme nos sœurs. »

Toutes les villes, de Mulhouse à Strasbourg, ont vu dans leurs rues des jeunes filles d'un prodigieux élan, en tout bien tout honneur, embrasser des officiers, dont elles ne savaient rien que la gloire de nos armes. Cet abandon de l'Alsace à la jeunesse française, qu'elle revoit plus belle que dans ses rêves et que dans le récit des grands-parents, est d'une pureté d'amour incomparable. On ne revivra plus de telles heures. Il faut en magnifier le souvenir. L'Alsace et la Lorraine, enivrées de reconnaissance, croient, sur le passage de ceux qui souffrirent tant pour elles, assister à quelque chose de divin. Ce matin, dans la rue, comme le ciel se couvrait un peu, j'exprimais ma crainte que nos soldats ne fussent mouillés : « Non, monsieur, m'a répondu une jeune passante, il fait toujours beau quand les anges voyagent. »

Et nos jeunes soldats aussi tiennent pour des anges ces jeunes filles. Hier, dans un cercle, une Alsacienne disait : « J'ai 25 ans, je ne me serais jamais mariée, parce que je ne voulais pas épouser un Allemand. » Et un officier s'avançant lui dit devant tous : « Mademoiselle, j'ai l'honneur de vous demander votre main. »

Quand j'ai traversé Colmar, le commissaire de la République (c'est le titre des préfets là-bas), M. Poulet, me disait qu'il y avait déjà deux mariages de jeunes officiers dûment décidés (en moins de 48 heures).

Tous ces faits que je vous rapporte valent mieux que des adjectifs pour vous donner une idée de l'océan d'émo-

tion sous lequel sont submergées cette semaine les cités d'Alsace et de Lorraine, mais ils demeurent bien insuffisants. On est loin de connaître le bruit de la mer pour l'avoir écouté dans des coquillages. Et puis, en même temps que nous regardons la France s'enfler et rompre les digues germaniques, il nous faudrait voir l'effroyable désarroi de l'immense Germanie qui recule.

Les soixante mille Allemands de Strasbourg enfermés dans leurs appartements pleurent d'avoir perdu cet incomparable royaume. Ils se demandent avec désespoir comment il est possible qu'ils se soient fait détester à ce point et que les plus petits enfants trouvent des mots pour les maudire.

.

L'ECROULEMENT DE L'ALLEMAGNE VU DU RHIN

Strasbourg, 28 novembre.

Je m'attarde à Strasbourg. Les plus belles cérémonies s'y succèdent. Comment s'en aller d'une ville où les Foch et les Castelnau saluent Kléber dans une parade militaire, réglée avec une souveraine perfection, et puis sont accueillis à la cathédrale avec la plus émouvante tendresse, par les vieux chanoines éperdus de joie? Comment se lasser de causer avec le peuple en chair et en os des rues et avec le peuple de pierre de la cathédrale? On entend si nettement les voix de toutes ces statues qui glorifient la délivrance du Rhin par la France! Les prophètes, heureux que s'accomplissent les temps qu'ils avaient prévus, continuent de nous annoncer un avenir radieux; les saints et les saintes s'émerveillent de nos *Te Deum*, plus beaux que ceux du ciel, et la Vierge Marie aime nos soldats pour leur chevalerie. La vieille cathédrale, toute pleine de drapeaux et de poilus, n'arrête plus de chanter, et Strasbourg, chaque matin, pour varier son remerciement, multiplie ses transformations.

L'instant religieux, presque silencieux, que nous avons vu dans Metz, quand les derniers soldats allemands venaient d'en partir et que les Messins, immobiles, regardaient avec des yeux pleins de larmes l'arrivée des avant-gardes de la France, ce premier moment d'un bonheur ineffable est passé. La fleur de liberté qui semblait craindre

d'éclore, qui redoutait d'être dupe d'une chaleur de rêve et de subir bientôt un glacial retour des Boches, est ici en plein épanouissement. Strasbourg s'agite, se promène, fraternise, chante des *Marseillaises*, acclame les généraux, embrasse les poilus et ressemble aujourd'hui à nos premières fêtes du quatorze juillet.

Quelque chose pourtant maintient dans cet océan d'allégresse les couleurs tragiques.

Intarrissablement, par-dessus le Rhin, le pont de Kehl déverse dans Strasbourg des soldats alsaciens et lorrains, des prisonniers français, italiens, russes, anglais, serbes, belges, américains, toutes les nationalités de l'Entente. C'est un fleuve inépuisable de douleurs, de maladies, de misères. Aux camarades officiers ou soldats qu'ils rencontrent, une fois le Rhin franchi, ces infortunés jettent avec une fraternité pathétique le même cri de remerciement qui se lève de toute l'Alsace-Lorraine : « Nous savions bien que vous viendriez ! »

Ils arrivent pleins d'une sainte haine contre les Allemands qui, après les avoir martyrisés plusieurs années, viennent de les jeter, sans les nourrir, sur les routes du retour, et contre les gens du pays de Bade, qui les assaillent de brutalités. Aussi dans la ville souvent il se joignent aux cortèges de Strasbourgeois qui, groupés autour du drapeau tricolore, circulent pour inviter, avec la manière forte, les commerçants boches à fermer leurs boutiques.

En huit jours, miraculeusement, l'Alsace et la Lorraine se sont transfigurées. Les voici redevenues françaises et qui renouent sans effort, par-dessus un demi-siècle

d'esclavage, avec leurs libertés d'avant 1871. Près des Arcades, je vois un marchand qui installe avec goût dans sa vitrine des petits soldats de plomb, des soldats français, des poilus, « le premier envoi de Paris », dit son affiche, et les enfants accourent à tire d'aile. C'est là qu'il y a cinquante ans, j'étais un de ces enfants et que j'admirais les soldats de Crimée et de Solféрино. De toutes parts, Strasbourg s'occupe à repeindre ses enseignes à la française. Chacun veut épurer, nettoyer la ville, et chacun dit : « Quelle effronterie chez tous ces Boches de persister dans le mot d'ordre qu'ils ont reçu de ne pas décamper ! »

Croiriez-vous que la troupe allemande du théâtre est en train de répéter la *Fille du Régiment* ! Le drapeau tricolore sur la scène, c'est, pense-t-elle, d'un effet sûr, irrésistible. Ah ! ces Boches, qu'ils sont obscurs, pour des esprits français, dans leur platitude comme dans leur arrogance !

Je cause avec de nombreux Alsaciens, exilés ou soldats, qui d'heure en heure reviennent d'outre-Rhin. Et puis, des soixante mille Allemands qu'il y avait ici avant la guerre, il en reste bien quarante mille. C'est de quoi se faire une opinion sur l'état d'esprit de l'Allemagne vaincue. Eh bien, de toute mon enquête se dégage la même leçon : « Se méfier éternellement du Boche. »

Dans le jeu sanglant qui se joue éternellement sur les rives du Rhin et qu'il n'appartient à personne d'arrêter, nous venons de gagner la partie. Aujourd'hui nous tenons en main le sort de nos fils et de nos petits-fils. Voulons-nous qu'ils aient à recommencer la tuerie ? Nos morts ne se sont pas donnés pour un résultat d'un jour. Nous

sommes au point de partage des eaux. Tout est possible à cette heure. Chez les gouvernants et chez les peuples il s'est accumulé une défiance sans limite contre tout ce qui vient d'Allemagne. L'univers préférera une paix dure, dictée par un vainqueur puissant et capable d'organiser l'avenir, à une paix qui soit une partie remise et qui laisse tout en suspens. Maintenons donc notre regard sur les renseignements que nous pouvons rassembler, et propageons-les.

Et d'abord un premier point doit être mis au clair. *Comment le colosse allemand, après sa résistance formidable, s'est-il soudainement écroulé ?*

De plusieurs côtés, dans ces pays de la rive gauche où abondent les nouvelles d'outre-Rhin, on me donne des précisions qu'il nous faut méditer afin que nous comprenions la situation présente de l'Allemagne et que nous sachions mieux comment nous conduire à cette heure avec cette dangereuse vaincue. Voici présentée d'une façon schématique la succession des dates et des faits :

Le 4 octobre, Ludendorf se présenta à Berlin et déclara au gouvernement que s'il n'avait pas dans la huitaine un armistice, ce serait la défaite et la déroute. On communiqua cette déclaration aux membres du Parlement.

Le 5 octobre, le Parlement de Berlin offrait le spectacle du plus effroyable désarroi. Désarroi tel, dit un témoin, que dans cette première matinée du 5, le gouvernement allemand aurait consenti à n'importe quelles conditions d'armistice ou de paix. Il jugeait tout perdu. Ce fut le pire moment de la démoralisation.

La raison pour laquelle Ludendorf avait fait cette

démarche décisive, c'est que sa retraite en Belgique et en Flandres s'opérait dans les plus mauvaises conditions. Il avait le sentiment qu'il était percé et que le désastre était imminent. Or, huit jours après, la retraite s'était faite en bon ordre. Il respira, regretta son action et s'apprêta avec le cabinet militaire de l'empereur et tout le parti pangermaniste à revenir à l'idée de la résistance à outrance.

Au bout d'une dizaine de jours, cette manœuvre était devenue une véritable conspiration. Le gouvernement démocratique d'alors (Erzberger, Scheidemann, etc.) en eut connaissance. Il apprit par certains officiers, qui déjà lâchaient pied, qu'il se préparait un véritable coup d'Etat militaire: Ludendorf voulait établir une dictature militaire et abandonnait complètement son idée d'armistice. Les gouvernants que nous venons de nommer le mirent en demeure de donner sa démission.

C'est ainsi que la chose s'accomplit. Nous avons là-dessus une certitude absolue.

Quant à l'empereur qui, au moment où l'avis de la faillite militaire avait été communiqué au Parlement, était prêt à abdiquer et entretenait de cette intention tout son entourage, il changea d'idées sur l'inspiration de Ludendorf et du parti militaire et prit le parti de rester à son poste jusqu'au bout, parce qu'on l'avait convaincu qu'il était la clef de voûte de tout l'ensemble et qu'après la disparition de Ludendorf, s'il disparaissait lui-même, ce serait la destruction générale.

Certainement qu'à ce moment Scheidemann et Erzberger ont soutenu l'empereur dans son intention de ne pas abdiquer. Ils craignaient d'être débordés par les éléments

plus avancés de Haase et Ledebour, que débordaient eux-mêmes Liebknecht et Rosa Luxembourg.

Mais la démission de Ludendorf et les menaces de coup d'Etat militaire et de dictature militaire avaient été immédiatement connues de l'armée et l'idée que le combattant pouvait être menacé d'une reprise plus ardente de la guerre et d'un prolongement inutile des hostilités exaspéra le soldat. Ce fut la goutte qui fait déborder le vase. Une immense exaspération s'empara de l'armée, exaspération nourrie par les partis de gauche. Des mutineries éclatèrent dans les stations navales et dans les garnisons. L'insubordination devint manifeste. Même sur le front, certaines unités commencèrent à se débander, quoique dans l'ensemble la discipline y restât forte. Il devint évident que l'armée ne voulait plus se battre. Le gouvernement et le haut commandement durent se rendre compte qu'ils ne la tenaient plus en main.

Aussi pressèrent-ils, dès ce moment, les Alliés de leur remettre le plus tôt possible les conditions d'armistice, en se servant, comme moyen de pression et comme épouvantail, du bolchevisme menaçant.

Comment le moral des soldats avait-il disparu à ce point ? Insensiblement. Depuis une année, nous avions en main des dépositions de prisonniers allemands qui racontaient les choses les plus folles sur l'indiscipline de leur armée. C'était à se demander si ces gens-là se moquaient de nous. La désagrégation était frappante. Seulement l'armature restait forte. J'ai comparé un jour l'empire allemand à un crabe qui a toute sa solidité à

l'extérieur, et je me rappelle que beaucoup ne voulaient pas accepter cette vue. Tout paraissait encore formidable, quand l'animal, derrière sa solide carapace, déjà se décomposait. A la minute où la nouvelle se répandit en Allemagne que Ludendorf ne croyait plus à la victoire, ce fut la liquéfaction.

Les groupes et les journaux qui préconisaient la résistance à outrance étaient chaque jour moins nombreux et, dès le 5 ou 6 novembre, il était certain que l'Allemagne souscrirait aux conditions de l'armistice, quelles qu'elles fussent. Lorsque nos exigences furent portées à la connaissance des peuples allemands, elles ne soulevèrent que de très timides protestations d'une petite fraction de la presse pangermaniste.

Le « parti de la patrie allemande » (fondé par Tirpitz) voulut faire un grand coup et envoyer toute la flotte allemande contre la flotte anglaise. Il savait que ce serait sa fin, mais il croyait qu'il résulterait de cet effort une émotion d'héroïsme, que l'exemple de la flotte serait suivi par l'armée et que, de cette manière, on obtiendrait un sursaut de défense nationale. Les marins ne marchèrent pas. Quatre-vingt mille se révoltèrent.

De tous côtés, à partir du 8 novembre, les soldats, aussi bien que les ouvriers, de crainte que le gouvernement, sous la pression du parti militaire, ne souscrivît pas aux conditions de l'armistice, se livrèrent à des démonstrations de plus en plus anarchistes qui gagnèrent finalement l'Allemagne entière et qui aboutirent dès le 9 et le 10, à l'indiscipline générale. Les officiers furent « démissionnés », déclarés déchus, certains même massa-

crés; des conseils révolutionnaires se créèrent, sans qu'aucune résistance fût possible ou fût tentée dans aucune région par l'autorité militaire.

Nous aurons un autre jour à analyser l'attitude compliquée du gouvernement qui, d'une certaine manière, favorisa à titre d'expédient désespéré ces organisations révolutionnaires.

A partir du 9 ou du 10, l'Allemagne était entièrement en anarchie. Les éléments de gauche y faisaient éclater partout les mutineries pour éviter que les partis militaires et pangermanistes ne fissent échouer l'armistice. C'est dans ces conditions que les volontés du maréchal Foch et des gouvernements de l'Entente furent acceptées et signées le 11, sans discussion, par les plénipotentiaires allemands.

Telle est la succession tragique des faits. Nous sommes en présence d'une de ces catastrophes fréquentes au long de l'histoire où dans une nation un parti asservi réussit brusquement, à la faveur du désastre public, à briser la contrainte du parti qui le domine.

A côté de cette indiscipline générale il y eut partout des manifestations de séparatisme contre la Prusse, rendue responsable des malheurs qui accablent l'Allemagne. Soulèvement du soldat allemand contre la rude discipline prussienne, et soulèvement des États du Sud contre l'hégémonie de la Prusse, voilà deux aspects notables dans l'écroulement général de cet Empire ou plutôt de cette immense société d'actionnaires qui attendaient de leur conseil d'administration l'hégémonie commerciale du monde et qui s'ameutèrent en face de leur ruine.

LES DERNIERS JOURS HONTEUX DE L'ALLEMAGNE A STRASBOURG ET A METZ

Il faut souhaiter qu'on écrive, un jour, l'histoire des dernières heures de la domination allemande en Alsace-Lorraine. Ah! les vilaines gens! On ne peut pas dire qu'ils s'en soient allés comme un soleil couchant qui disparaît en illuminant l'horizon.

Ce fut une mascarade où se heurtaient un tas de personnages les pires et les meilleurs, costumés plus ou moins sérieusement en révolutionnaires. Le flot germanique en se retirant et avant que les écluses ouvertes permissent au flot français de tout assainir, laissait à ciel ouvert un fond de vase où grouillaient d'étranges animalcules : révolutionnaires travaillant pour la révolution internationale et Boches forcenés les aidant par un amour désespéré de la Bochie. Le gouvernement allemand, incapable désormais de s'opposer par les armes à notre rentrée dans Metz et Strasbourg, voulut au dernier moment y faire surgir quelque chose, n'importe quoi, fût-ce un barrage de flammes, pour en interdire l'accès à la France. Honneur aux patriotes, qui, les yeux tournés vers la France, toujours inquiets de rien faire qui la gênât ou lui déplût, déjouèrent, à force de courage et de sagesse, le machiavélisme de Berlin et l'anarchie spontanée. Ils se sont placés dans la révolution, comme le leur demandaient nos enne-

mis, mais pour la surveiller minute par minute et pour empêcher toute bêtise qui pût se tourner contre la France. L'un d'eux, M. Charles Frey, rédacteur en chef de la *Neue Zeitung*, m'a dit un mot profondément émouvant : « Avant tout, il s'agissait pour nous de ne pas vous blesser par notre attitude ! Nous craignons, nous ne savions si vous compreniez dans quelle situation nous nous trouvions. »

Ces vaillants raconteront un jour ce qu'ils dirent et ce qu'ils firent, mais dès maintenant il est bon d'avoir une vue des efforts qu'ils multiplièrent pour se dégager et pour venir à nous, dans le même temps où nos troupes accouraient à leur délivrance.

L'Allemagne, en octobre, se sentait battue. Les pays annexés allaient lui échapper. Elle essaya de leur donner une forme politique, de leur souffler une âme qui pussent tromper nos alliés et les neutres. Sa manœuvre était de nous devancer, de nous mettre en présence d'un fait accompli, en présence d'une volonté indigène qui s'opposerait à la reprise française. Elle offrit l'autonomie à l'Alsace-Lorraine. M. Schwander, l'ancien maire de Strasbourg, devenu gouverneur d'Alsace-Lorraine, et M. Hauss, le chef du parti du centre, s'y prêtaient. Ils assuraient que ce cadeau *in extremis* allait décider 80 % des voix alsaciennes ou lorraines à se prononcer pour le rattachement à l'Allemagne. Ils acceptèrent de constituer le gouvernement de l'Alsace-Lorraine et son premier ministère parlementaire, et offrirent deux portefeuilles à MM. Peirotte, de Strasbourg, et Yung, de Metz.

Ces messieurs refusèrent. Le parti socialiste, le bloc

lorrain, la majorité du centre déclarèrent nettement qu'ils n'aideraient pas le gouvernement d'Ebert, Haase et Scheidemann à constituer une république d'Alsace-Lorraine neutre.

Berlin, de désespoir, recourut à des manœuvres occultes. Vers la mi-octobre, le badois M. Boehle, député socialiste de Strasbourg, fut invité par un haut fonctionnaire à proclamer l'indépendance de l'Alsace-Lorraine. Ce fonctionnaire lui donna l'assurance que le gouvernement de Berlin n'avait rien à y objecter. Déjà huit jours auparavant M. Charles Frey avait été sollicité dans le même sens. Et peu après on lui demanda de faire la révolution par les soldats.

Voilà le honteux recours de l'Allemagne vaincue, le suprême expédient de sa haute pensée politique. Du sabotage, du désordre, des soviets. Ce sont de dignes jeux pour les funérailles du Boche. Les Allemands, qui ne peuvent plus tenir Strasbourg ni Metz, frémissantes d'espérances, croient qu'en y faisant proclamer la république sociale et internationale, ils ruineront la revendication française et déconsidéreront l'initiative alsacienne et lorraine, et qu'ils y pourront garder une secrète action encanailée.

Quand on apprit, en Alsace-Lorraine, que le gouvernement allemand sollicitait l'armistice, nul des indigènes ne garda plus de doute. La Prusse était vaincue. Pour qu'un tel colosse sollicitât la paix, c'est qu'il ne pouvait plus tenir; il allait tout accepter. Les 7, 8 et 9 novembre, il y eut des démonstrations anti-allemandes dans les rues et sur la place Kléber. On chanta la *Marseillaise*, on déploya le drapeau tricolore. Dans le même temps, le

8 novembre, sur l'autre rive du Rhin, à Kehl, la révolution éclatait et constituait un conseil de soldats. Une étincelle passa le fleuve. Dans la nuit du 9 au 10 novembre, des soldats du gouvernement de Strasbourg et du quartier général du XV^e corps d'armée constituèrent le conseil de soldats de Strasbourg.

D'où en vint l'initiative? D'un nommé Rebholz, sergent au « gouvernement ».

Rebholz est un Allemand, affilié au parti de Liebknecht. Un Allemand dégoûté d'avoir à repasser le Rhin et à se refaire une vie en Bochie. Il voulait rester à Strasbourg, et pour y arriver cherchait à faire la révolution, à proclamer la République d'Alsace-Lorraine, neutre et socialiste. Sa foi politique et son intérêt privé se trouvaient d'accord avec la tactique désespérée de l'Allemagne.

Nulle nécessité qu'il y ait eu des tractations précises entre ce « sergent au gouvernement » et le gouvernement. Je les crois possibles, mais je les ignore. Sous la pression des événements, cet homme et l'Empire voulaient une même chose.

Rebholz téléphone à tous les régiments de constituer leur conseil des soldats. Ils les constituent dès le matin du 10 novembre, (à l'exception du 15^e régiment du train et des 15^e et 19^e régiments du génie, qui ne prirent part au mouvement que dans le courant de la semaine).

A dix heures, ce matin-là, les conseillers municipaux réunis en séance et qui venaient de nommer M, Peirotte maire de Strasbourg, voient pénétrer le conseil des soldats, Rebholz est à leur tête. Il demande la constitution d'un conseil des ouvriers. Aussitôt dit, aussitôt fait. On

constitue sur l'heure un conseil des ouvriers avec quelques représentants du parti socialiste et des syndicats. Puis, MM. Peirotte et Rebholz se rendent à la place Kléber.

Ils y haranguerent la foule, mais pourtant ne se risquèrent pas à proclamer la République sociale. Sentirent-ils Strasbourg trop français?

Dans l'après-midi, les représentants des « Conseils de soldats » se réunirent à la mairie. Environ trois cents militaires, et parmi eux beaucoup d'officiers. Aucun ne s'aventurait à commencer la discussion, aucun ne savait clairement de quoi il s'agissait. M. Charles Frey, préoccupé d'empêcher que la République sociale ne fût proclamée, se mit avec vaillance en avant : il déclara la réunion ouverte. On décida de créer une délégation, exactement un « conseil réduit », *Engerer Rath*. Sur ces entrefaites survint Rebholz qui, nous l'avons vu, était à la tête de toute cette création, et qui, lui seul, voulait aboutir. Il réclama la présidence. Après de longs débats, un « conseil réduit » de treize membres fut élu, qui s'adjoignit une vingtaine de représentants des syndicats pour former le « conseil d'ouvriers et de soldats ». Celui-ci commença immédiatement de siéger.

Le juge de paix, M. Jules Lévy, fut nommé préfet de police, les juges Urbau et Naegert et l'avocat Iehl lui furent adjoints. Il faudrait que vous entendissiez M. Jules Lévy raconter de quelle manière ils dépouillèrent la police allemande et se saisirent de documents politiques secrets. C'était de la bonne besogne alsacienne et française. Ensuite, le Conseil des ouvriers et des soldats nomma cinq commissions : des finances, de la sûreté, du ravi-

taillement, de la démobilisation, de la circulation. Il lança des proclamations à la population pour l'inviter à garder son calme. Elles furent affichées le soir même.

Peu de jours après, tandis que le maréchal Foch, dans une admirable cérémonie militaire, saluait la statue de Kléber, je lisais ces affiches encore intactes sur les murs des maisons qui bordent la place.

Le lundi 11 novembre, dans la matinée, le Conseil des ouvriers et des soldats siégeant au palais de justice apprit que le général commandant von Süsskund et le lieutenant-colonel von Hulleben, chef d'état-major du gouvernement, faisaient leur soumission et reconnaissaient son autorité. Mais, dans le même temps, le Conseil eut connaissance d'une dépêche que le gouvernement civil de Berlin (Ebert, Haase et Scheidemann) adressait à Hindenburg pour l'inviter à garder le commandement et dans laquelle, faisant une différence entre les « armées du front » et les « armées de garnison », le gouvernement exigeait que les officiers du front portassent leurs épaulettes et leurs armes. Le Conseil des soldats vit dans cette dépêche une tentative de contre-révolution. Fort avant dans la soirée, il invita le général von Lossberg, chef d'état-major de l'armée du prince Albert, duc de Wurtemberg, à comparaître devant lui le lendemain en séance secrète.

C'est un haut et puissant seigneur que ce général von Lossberg. Un moment, il fut question de lui pour la succession de Ludendorff. Sous le titre de chef d'état-major du duc de Wurtemberg, il commandait en chef le groupe d'armées. Pourtant, il se rendit à onze heures à la convocation du Conseil des soldats.

Il parla pendant deux heures. On voulait lui imposer l'obligation de faire contresigner tous ses ordres par le Conseil des soldats. Il exposa la situation stratégique et politique. Visiblement, il cherchait à ne pas se lier. Après lui, le général commandant von Süßkund et le chef d'état-major du gouvernement von Hulleben prirent la parole. A trois heures de l'après-midi, on n'avait pas abouti. On se sépara en laissant à une délégation le soin de continuer les pourparlers. A six heures, la délégation vint rendre compte de ses efforts. M. de Lossberg refusait. Grand tapage, mais le conseil n'avait pas fini de délibérer sur ce refus qu'un officier arriva en automobile avec la soumission de M. de Lossberg.

D'où ce revirement? Le chef d'état-major et le duc de Wurtemberg s'étaient-ils mis en rapport avec Hindenburg, avec le gouvernement de Berlin? Nous notons la succession des faits sans chercher à fournir des explications que nous ne possédons pas.

Le mercredi 13 novembre, un train spécial amena de Wilhelmshaven, en gare de Strasbourg, 180 marins. Un train spécial! Ici, la manœuvre est claire et l'on voit au fond de cette expédition révolutionnaire l'activité gouvernementale.

Naturellement, ce n'est pas le gouvernement allemand qui a suscité l'esprit révolutionnaire chez les marins; mais quand cet esprit s'est manifesté, il a essayé d'en tirer parti. Déjà nous avons dit comment, à la fin d'octobre, aux premiers jours de novembre, le « parti de la patrie allemande », fondé par Tirpitz, avait voulu faire un grand coup et envoyer toute la flotte allemande, dût-elle s'y

anéantir, contre la flotte anglaise. Quatre-vingt mille marins refusèrent d'appareiller et la révolution éclata dans Kiel et Wilhelmshaven. A ces faits nous pouvons ajouter un détail moins connu. La révolution de Kiel fut menée par un marin du nom de Thomas, homme de grande influence, né en Alsace-Lorraine.

Il faut savoir que les Alsaciens-Lorrains étaient très nombreux dans la flotte allemande. Pourquoi? Tous les ans, à la tribune du Parlement d'Alsace-Lorraine, quelque député le demandait au gouvernement, et le gouvernement répondait toujours que les Alsaciens-Lorrains supportent mieux que les autres Allemands le climat tropical !

Les marins originaires d'Alsace-Lorraine étaient une dizaine de mille à Kiel et une dizaine de mille encore à Wilhelmshaven. Quand ils furent en révolution, des agents vinrent leur exposer que l'Alsace-Lorraine n'avait besoin ni de l'Allemagne ni de la France, qu'elle devait être un Etat neutre et que c'était à eux, Alsaciens-Lorrains, d'aller proclamer à Strasbourg et à Metz la République sociale. Ils leur offrirent de les y transporter en train spécial.

Le train spécial persuada ceux que le programme laissait froids. Quarante partirent pour Metz et Sarrebruck. Nous les accompagnerons tout à l'heure. Cent quatre-vingts débarquèrent à Strasbourg, menés par Thomas, et de la gare s'en allèrent tout droit au Conseil des soldats et des ouvriers.

Minute très grave ! Vous voyez la date. Nous sommes au mercredi 13 novembre ; depuis le lundi 11, l'armistice est entré en vigueur, mais que sait-on de clair dans cette

Alsace-Lorraine, entre les deux hauts murs de France et d'Allemagne? Les journaux allemands annoncent le cabinet Clemenceau renversé, le général Foch en fuite ou même assassiné, les soldats français fraternisant auprès de Dieuze avec les soldats allemands et arborant le drapeau rouge entre la frontière belge et Mons. On ne les croit pas, mais on vit dans l'angoisse de l'incertitude. Les troupes françaises avancent lentement; ce n'est guère avant dix jours qu'elles arriveront à Strasbourg; l'incendie aurait tout le temps de se lever et d'embraser l'Alsace-Lorraine. Thomas fut modéré.

Fut-il modéré par lui-même? Fut-il modéré par les autres? Une curieuse figure, ce révolutionnaire, notre compatriote (de Wissembourg me dit-on), mais qui ne possède aucun sentiment de la nationalité alsacienne ou lorraine. Elevé à l'école allemande, sans que rien éveillât sa conscience d'indigène, il a passé dix-huit ans dans la flotte, et s'y est fait les idées d'un pur démagogue socialiste. Pourtant au Conseil des soldats et des ouvriers, quand il eut entendu deux, trois discours des patriotes de Strasbourg, il n'insista pas pour sa thèse d'une Alsace-Lorraine neutre. Beaucoup de ses camarades, par des mots, des applaudissements, montraient leurs cœurs alsaciens et lorrains, leurs cœurs à la française; il ne les contredit guère. Il accepta que tous les marins se rangeassent sous les ordres de ce Conseil des soldats et des ouvriers où les Allemands, en dépit de Rebholtz, n'avaient pas pu dominer.

Cet instant fut décisif. L'instrument de violence auquel le machiavélisme boche confiait son suprême espoir se mettait volontairement hors du jeu. Les événements en se

précipitant n'allaient plus laisser à l'Allemagne le loisir de trouver d'autres combinaisons.

Le samedi 16 novembre, nos amis eurent encore une inquiétude. La 17^e division d'infanterie de réserve arrivait à Strasbourg ; ses soldats semblaient entièrement dans la main des officiers ; ils portaient leurs cocardes et leurs armes. Le dimanche, ils arrachent leurs cocardes ; le lundi, ils envoient leurs représentants au Conseil des soldats. Mais ce sont les convulsions de l'agonie. Dans la nuit du mercredi au jeudi, tous repassent le Rhin. Les patriotes descendent les drapeaux rouges et hissent le drapeau tricolore. Et le jeudi 21 novembre, à huit heures du matin, jour inoubliable, début de la série triomphale des rentrées, les deux premiers officiers français apparaissent dans Strasbourg. Le conducteur d'un tramway les aperçut et s'écria en arrêtant sa voiture : « Mais ce sont eux ! » Tout le monde se jeta hors du tramway, très pâle et en criant, pour les porter en triomphe, tandis que beaucoup couraient annoncer la grande nouvelle dans leurs maisons.

Tels furent les événements de Strasbourg. Les événements de Metz se déroulèrent suivant le même ordre. J'ai vu sur les murs de Metz une affiche annonçant que tous les malheurs allaient fondre sur l'agriculture, la viticulture et la religion, si les Lorrains acceptaient de lier leur destinée aux destinées de la France. Cette affiche ne souleva qu'un sourire de pitié. Alors les marins révolutionnaires de Kiel arrivèrent.

Le samedi 9 novembre, à 7 heures du matin, quarante d'entre eux débarquèrent du train de Cologne en gare de Metz. Quarante, sauf une fraction destinée à Sarre-

bruck. Ils débutèrent par bousculer le contrôle des laissez-passer et par désarmer les officiers. A 8 heures, l'émeute éclatait à la caserne Saint-Jean, au 8^e bavarois.

Deux cents de ces Bavares défilèrent rue du Pontifroid, menés par un oberleutnant et précédés d'un drapeau rouge. L'un d'eux portait une hache teintée de sang. Qu'on l'ait vue, qu'on ait cru la voir, c'est de toute manière à noter. Ces hommes arrêtaient les officiers qu'ils rencontraient et les désarmaient. A neuf heures ils prirent possession de la mairie et hissèrent dessus le drapeau rouge, exactement un drapeau turc dont ils venaient de teindre en rouge le croissant, (peut-être avec le même vermillon qui leur avait servi pour barbouiller de tragique leur hache). Le Conseil des soldats et des ouvriers était installé.

Pourtant une résistance fut tentée. Une heure après que les Bavares avaient envahi la mairie, c'est-à-dire à dix heures, cinquante chasseurs avec lances et carabines la cernèrent. Mais dans le même moment quatre délégués des révolutionnaires survenaient et, pénétrant audacieusement sur la place, sommaient le chef des chasseurs, un lieutenant, de se rendre. Il refuse, la bagarre éclate; il roule à bas de son cheval, tandis que ses hommes se désarment eux-mêmes en criant : « Vive la liberté! » (1).

Les casernes essayèrent d'envoyer du renfort contre les révolutionnaires. Elles envoyèrent trois cents hommes.

(1) Mot bien rare et qui ne répond à aucun sentiment chez les révolutionnaires allemands. « On nous a menti depuis le début de la guerre, et nous nous vengeons en abattant les chefs responsables. » Voilà la pensée vraie qui les soulève. L'Allemagne est une assemblée d'actionnaires déçue par son conseil d'administration.

Ces trois cents, arrivés devant la mairie, jettent leurs armes et se joignent au soviet.

L'après-midi, les officiers ne sortaient plus. Vers le soir, car la faim chasse le loup de son appartement, on en vit qui circulaient sans épaulettes et sans ceinturon. Plusieurs s'étaient habillés en simples soldats. Rue Serpenoise, un ober leutnant, déguisé en fantassin, mais qui n'avait pas pensé à enlever son monocle, fut bousculé durement.

Le seul effet de ces dégoûtantes convulsions, où l'Empire cherchait ses dernières chances, c'est que les civils allemands eux-mêmes se mirent à appeler avec une extrême impatience l'arrivée des troupes françaises. Aussi bien que la population indigène, ils avaient hâte d'être débarrassés de leur militarisme en putréfaction.

Au résumé, en Alsace et en Lorraine (et j'aurais pu prendre mes exemples à Colmar, à Mulhouse, partout) l'appel à la révolution échoua comme l'appel à l'autonomie. Tous deux se brisèrent contre la volonté du peuple alsacien et lorrain qui voulait la France, et contre l'intelligent savoir-faire de bons patriotes qui entrèrent dans la manœuvre des Boches pour la faire tourner à la française.

Hansi m'a dit à Colmar : « Nos soviets d'Alsace ne furent qu'une garde nationale destinée à tenir en respect la horde débandée des troupes boches en retraite... » C'est exact pour une grande part. Pour le surplus, quel rôle jouèrent l'intrigue ténébreuse du gouvernement allemand, l'exaspération spontanée des soldats pleins de rancunes contre leurs chefs, le complot révolutionnaire, c'est ce que les historiens locaux ne manqueront pas de rechercher en reprenant ces douze jours, heure par heure

et homme par homme. Je n'ai fait que poser le problème.

Nos lecteurs ont pu voir dans les dépêches que les deux Boches, Boehle, député socialiste, et Rebholtz, président du Comité des ouvriers et soldats, ont été arrêtés par les autorités françaises. Quant à l'Alsacien-Lorrain Thomas, on trouvera curieux de savoir qu'en ce moment il est ministre de la république d'Oldenbourg, où il a proclamé la révolution. C'est un effet de sa popularité à Wilhelms-haven. (Le port militaire de Wilhelmshaven a été créé par la Prusse sur un lambeau de l'Oldenbourg que le grand-duc lui a vendu.) Notre compatriote occupe là une situation qui n'est pas de tout repos, mais il est homme de valeur et nous souhaitons qu'il puisse se consolider.

LES ALSACIENS ET LES LORRAINS NOUS DISENT: « MÉFIONS-NOUS ÉTERNELLEMENT DES ALLEMANDS »

Je ne me mêle pas de prophétiser, mais après avoir mis en ordre les faits, on peut en dégager l'esprit. Les gens et les méthodes qui avaient assumé la direction morale et politique de l'Empire ont disparu. Je ne crois pas qu'on puisse pour l'instant assister au retour de cette direction prussienne de l'Allemagne.

Vous savez ce que sont les Prussiens : des Slaves formés par les Chevaliers Teutoniques, un prodigieux exemple de ce que peut une haute discipline. Eh bien ! cette discipline, à la fois admirable comme effort de la volonté et odieuse par son inhumanité, semble en train de périr sous nos yeux.

Ce qui s'anéantit aujourd'hui, ce n'est pas tout court le rêve de Guillaume et des pangermanistes, c'est l'œuvre des Hohenzollern, l'œuvre et la mission de la Prusse, la volonté des anciens Chevaliers Teutoniques. La Prusse avait réussi à maîtriser l'Allemagne, dont elle diffère si fort, parce qu'elle avait pour elle ses succès de 1866 et de 1871. Quand le succès fit défaut, la construction s'est effondrée en dedans.

L'édifice reposait absolument sur le succès et ne pou-

vait subsister qu'autant que le succès durait. Le charme est rompu. Tout le château diabolique s'écroule.

Mais le diable n'y perdra rien. Attention ! d'une manière ou de l'autre, ces Allemands veulent faire leur unité et dominer le monde. Il y a un appétit gargantuesque outre-Rhin. Ils viennent de céder sous les coups de nos armées à une défaillance d'estomac. Laissez-les respirer un peu, ils vont vouloir se remettre à table, reprendre leur activité économique et par là retourner à leur volonté d'impérialisme.

Mais le kaiser, me dites-vous, est impossible, les Hohenzollern rejetés, la féodalité brisée, etc., etc. — L'esprit qui est dans l'Allemagne et qui se donnait pour instrument le kaiser, essayera d'un autre organe. — Mais la guerre a désolé et ruiné les nations allemandes. Elles rejettent leurs folles ambitions. — L'homme n'est pas délivré de l'erreur quand même il en a découvert la source. Les faits dans le moment où ils apparaissent sans voiles nous font éprouver une angoisse qui nous domine et nous persuade, mais l'imagination arrive bientôt pour dire à un peuple que son malheur vient tout entier de ses chefs, et quand une fois une nation a trouvé un bouc émissaire, elle est toute prête à récidiver joyeusement. Craignez que l'Allemagne ne reprenne avec enthousiasme par la démocratie ce qu'elle a cherché en vain par la monarchie.

La révolution de 1848, chez les Allemands, fut une tentative pour créer leur unité par la démocratie. Cette révolution, Bismarck la confisqua. Il mit la main sur l'Allemagne entière et lui imposa un corset prussien. Ce corset prussien, cette carapace du crabe, est brisé, je l'admets,

sans en être sûr, mais, n'allons-nous pas voir une Allemagne qui renouera avec 1848, une Allemagne qui, par d'autres voies, voudra encore assurer la domination universelle de la race germanique.

Que l'opinion publique, que les diplomates de l'Entente ne méconnaissent pas la persistance du danger allemand ! L'Allemagne, durant vingt ans va être, j'espère bien, incapable de nous nuire, mais dans vingt ans elle se redressera économiquement redoutable. Son besoin éternel de franchir le Rhin et de se jeter sur nous ne se modifiera pas plus que ne se modifient les instincts et les orientations des bandes d'oiseaux migrateurs.

Tous les Alsaciens et tous les Lorrains que je rencontre m'adjurent : « Usez de toute votre influence pour qu'on exige de l'Allemagne toutes les garanties matérielles et physiques. Demeurez fermes, très fermes. Moralement, les Allemands ne se reconnaissent pas vaincus; leur orgueil n'est pas brisé; ils rejettent la faute sur leurs chefs, alors qu'ils étaient trop heureux de les suivre. Ils espèrent en la magnanimité des Français. Ils nous craignent, nous les « annexés » qu'ils ont brutalisés, mais ils ne craignent pas le gouvernement français. Expliquez à vos lecteurs, à vos ligueurs, qu'il faut prendre d'infinies précautions pour empêcher les Allemands de redevenir les maîtres dans l'industrie, dans le commerce, dans la vie organique et économique des deux provinces reconquises. Comprenez bien, ce n'est pas la haine vulgaire des « Boches » qui nous guide. Nous connaissons leur énergie, leur tenacité et leur discipline au travail. Ils sont de la bonne matière humaine tant qu'on les tient en lisière; déséquilibrés,

gonflés, d'orgueil, bêtes, dès qu'ils se croient les maîtres. Qu'on l'explique comme on voudra : manque de tact, de santé morale, de compréhension, c'est un défaut qui leur restera. Méfiez-vous de leur démocratie. L'Allemand n'est démocrate ni de nature, ni d'idée ; il réapparaîtra tel que nous l'avons vu dès qu'il sentira la force lui revenir. Agissez ici tranquillement, sans précipitation ; laissez les employés allemands à leurs postes, les industriels à la tête de leurs affaires ; s'ils se courbent, admettez qu'ils soient postulants à la nationalité française ; on verra, c'est une question de doigté administratif ; mais quant au fond, aucune concession dans les garanties matérielles, physiques, militaires et économiques à imposer à l'Allemagne, pour briser son orgueil et la rendre inoffensive. Moralement, elle n'a pas abdiqué. Méfiez-vous, elle ne fait que cacher sa face. »

Voilà le mot d'ordre que me donnent les gens de l'Est, qui sont ce que nous avons de plus réfléchi et de mieux informé, le mot d'ordre qu'après la victoire comme avant la guerre je crois nécessaire de transmettre au reste de la France.

Si nous nous laissons attendrir ou distraire, si nous n'occupons pas militairement la rive gauche du Rhin, si nous tolérons des protestataires ou des suspects en Alsace et en Lorraine, ces gens-là vont se redresser avec une furieuse rapidité.

Aussi dès cette date, après avoir bien regardé et bien écouté, je reprends ma tâche, qui est d'avertisseur. Les Allemands, en quelques jours, se sont déjà transformés. Ils n'acceptent plus dans leurs cœurs et dans leurs esprits d'avoir été battus. Depuis qu'on ne les pousse plus l'épée

dans les reins, ils se redressent. Maintenant ils sont écrasés et un sursaut de leur part n'aurait aucun sens, aucune chance, mais il y a de la turbulence dans leurs imaginations. Ils vont vouloir se refaire, recréer clandestinement *une armée outre-Rhin* et *un parti en Alsace-Lorraine*. A nous de déployer *sans relâche* un puissant appareil de force.

Toute l'histoire des rapports de la Germanie avec les autres peuples, quand elle est pensée par les Allemands, est une longue et audacieuse falsification. Ces Allemands qui parlent toujours de juger les faits objectivement, en sont bien incapables. Déjà je vois se former en eux une interprétation insensée de cette guerre (1). Ils croient dur comme fer n'avoir pas été vaincus. Ils s'aplatissent

(1) Un médecin militaire me raconte que, dans les derniers temps de la guerre, il a soigné un officier allemand : « Entre temps, me dit-il, nous causions. C'était de sa profession un des avocats importants de Hambourg, un esprit distingué; moi-même je connais bien l'Allemagne, et notre conversation était substantielle. Un jour, je lui annonçai que je passais dans un autre service et je pris congé de lui. En même temps, je lui garantis que sa guérison serait complète. Cette dernière nouvelle le disposait à l'attendrissement; il eut des larmes pour me remercier. Puis il me dit : « Monsieur le docteur, ne me croyez pas indélicat, ne vous offensez pas de ce que je vais vous dire, j'ai bien regret de voir que vous faites erreur sur un point. Quoi! un homme intelligent comme vous et qui a voyagé chez nous! Écoutez-moi bien : *l'Allemagne ne peut pas être vaincue*. » Il était de bonne foi, il me tenait la main avec une sorte d'anxiété pour mieux me convaincre, il ressentait comme une diminution de ma part que je crusse possible la défaite de l'Allemagne. Et cela quelques semaines avant leur effondrement !

Voilà l'Allemand intoxiqué, tel que l'a créé un demi-siècle de hautes excitations. Je suis convaincu qu'après quelques semaines de dépression, tous les Boches reprendront ce niveau d'esprit.

devant le vainqueur, ils le flattent, le servent, s'en accommodent, mais continuent de se tenir pour la grande nation, pour le peuple des peuples, victime d'un accident que demain va réparer. Ils s'enorgueillissent de ce que nous n'avons pas envahi leur sol. Ils disent que l'armistice est une immense bêtise des éléments de gauche et qu'ils ont été trahis par les démocrates et les socialistes. Ils disent encore que l'armée allemande a toujours été glorieuse et que c'est la diplomatie allemande qui a été au-dessous de sa tâche. Il faut démentir cette fable, il faut les détromper en agissant en maîtres à Metz et à Strasbourg, sur toute la Moselle et sur tout le Rhin. Ce n'est pas assez d'être vainqueurs, il faut que nous paraissions en vainqueurs. Le temps est solennel, et de ces heures-ci dépend la paix prolongée du monde. Nous avons su découdre l'Allemagne; il faut en recoudre les morceaux différemment.

JE VAIS SALUER LES « DAMES DE METZ »

Metz, 30 novembre 1918.

Voici terminée la série des rentrées de l'armée française en Alsace et en Lorraine. Nous avons tressailli d'une joie ineffable, nous avons touché le point de perfection de la France mosellane et rhénane, quand nous avons vu les soldats de la délivrance reçus par deux provinces qui ne mettent rien au-dessus de la gloire et des vertus guerrières. Après cela, nous aurons l'arrivée du monde officiel, c'est-à-dire de Poincaré et de Clemenceau, et par la suite les manifestations de l'intelligence française se substituant à la culture germanique.

De ces inoubliables solennités militaires, aucune ne fut semblable à l'autre, et non seulement l'émotion différait de Lorraine en Alsace, se nuancait à Colmar, à Strasbourg, à Mulhouse, mais encore dans la même ville d'un jour à l'autre. Strasbourg eut une certaine âme pour acclamer Gouraud et nos avant-gardes ; une autre pour acclamer Pétain ; une autre pour acclamer Foch.

C'est admirable, la riche, la profonde diversité intérieure créée sur cette terre de l'Est par les couches successives de peuplades qu'y ont déposées les invasions.

Je reviens de Strasbourg à Metz et je suis passé par Saverne, Phalsbourg, Fénétrange, Dieuze et Morhange.

Grâce à Dieu, c'en est fini des sottises dénominations allemandes que les vainqueurs de 1870 avaient imposées à ces belles petites cités. Toute la variété alsacienne et lorraine recommence à s'épanouir et nous retrouvons pour la nommer la multitude des vieux mots français amicaux. Rejetons au passé cette lugubre expression d'Alsace-Lorraine qui ne correspond qu'à un fait de violence. Alsace, c'est un sol et un esprit ; Lorraine, un autre sol, un autre esprit. Et là-dessus mille nuances.

Au cours de cette journée, l'Alsace a d'abord déroulé sur notre passage ses champs illimités de terre rouge, dont les labours d'automne avivaient la couleur, puis nous avons traversé les sapins réguliers des Vosges, et brusquement nous avons débouché sur le plateau lorrain : petits pâtis encadrés de haies, sol gris aux reflets de sépia, boqueteaux de hêtres ou de chênes. Aux chaumières alsaciennes, très propres, très coquettes, dont les murs d'un badigeonnage immaculé de lait de chaux sont zébrés de vieilles poutres noircies, voici que succèdent nos villages lorrains. Ils donnent une impression de laisser-aller ; les tas de fumier s'amoncellent devant les portes et jalonnent les rues, mais les intérieurs sont irréprochables et dès la cuisine luisent de beaux meubles.

Insistons en passant sur ce témoignage étonnant de la prodigieuse réserve lorraine : c'est très curieux, nous ne mettons pas nos beaux meubles dans « la salle », dans la pièce de réception, mais négligemment à la cuisine, comme des gens qui ne cherchent pas l'effet. Quel signe de nos mœurs et de notre répugnance excessive du « paraître ! »

Les villages voisins de Metz ont relativement peu

pavoisé. Ils sont habités par des cultivateurs parlant le français et dont la joie est sans mélange, mais nos frères lorrains sont ainsi, les manifestations les plus légitimes les inquiètent, les remplissent de scrupules. Il faut comprendre leur retenue pleine de force, comme on comprend la vive et puissante spontanéité alsacienne. Sachez voir dans le cœur des uns et des autres, vous serez émerveillés par l'abondance et la générosité de leurs sentiments.

Dans la maigreur de l'émotion lorraine, il y a selon mon goût la perfection de la dignité virile. Je n'oublierai jamais deux vieux Messins que j'ai vu s'aborder et qui ne s'étaient pas rencontrés depuis l'évènement. Ils se serrèrent les mains, se regardèrent avec un sourire d'une prodigieuse malice et un rayonnement de bonheur si fort qu'on se sentait le cœur troublé rien qu'à les voir. Et qu'est-ce qu'ils disaient sans se lâcher les mains ? Ils disaient : « On se connaissait quand on était tout petits, Monsieur un Tel. Cela fait plus de cinquante ans. Et c'est tout de même arrivé. » Et en se souriant encore avec ce prodigieux regard et tout ce visage plein de soleil et de larmes, ils s'en sont allés chacun à ses affaires. J'aime qu'on possède encore dans son cœur, après qu'on a parlé amicalement, un excédent de richesse.

• Le soir tombait lorsque je suis arrivé à Metz, ayant traversé la région des étangs, d'une incomparable beauté de tristesse ; le soir tombait, un soir précoce, assombri par la brume ; mais dans la ville et sur tout le pays, la joie règne souverainement. Des flocons lumineux descendent çà et là dans la plaine. Ce sont des fusées éclairantes abandonnées par les Boches et que les enfants tirent en

manière de feux d'artifice. Ainsi déjà le 19, les pièces lourdes des forts, servies par nos artilleurs, avaient salué l'entrée de nos troupes. En cinq jours, sur ces territoires pleins de vaillance et d'esprit, le militarisme allemand n'est plus qu'un graouly (1); en cinq jours, la France a réapparu intacte sous un demi-siècle d'apports d'outre-Rhin. Voit-on maintenant combien nous avons raison de soutenir et de louer tous ceux qui acceptaient de rester sous la botte prussienne et qui demeurèrent là pour y garder la place de la France? Au service de l'Allemagne, pour le service de la France! Tout le monde ne comprenait pas et quelques-uns me blâmaient de publier l'apologie des Alsaciens et des Lorrains coiffés du casque à pointe. J'ai fait cette apologie. On achèvera d'être persuadé quand nous pourrons dire les services capitaux qu'ont rendus à la France, durant cette guerre, les Alsaciens et les Lorrains.

Pour mes dernières heures de Metz, j'ai voulu porter mes respects aux « dames de Metz » qui ont travaillé pendant quarante-huit ans à maintenir la langue française et puis le souvenir des soldats qu'elles avaient soignés en 1870. Durant la guerre, ces nobles personnes ont été,

(1) Le graouly est à Metz l'équivalent de la Tarasque provençale. Graouly vient de l'allemand *greulich*, horrible, féroce. Sainte Marthe a dompté la Tarasque avec une étole; saint Clément, le Graouly avec une étole. Le plus beau motif de la sculpture gallo-romaine, dans ces pays rhénans et mosellans, c'est le légionnaire foulant, sous le sabot de son cheval, un géant anguipède, symbole des Germains toujours pillards et envahisseurs. J'aimerais qu'un bas-relief rappelât cet aïeul au socle de la statue que Metz va dresser au Poilu.

pour la plupart, emprisonnées ou exilées par les Allemands. Afin de reconnaître les services qu'elles ont rendus à la fidélité française et à la gloire de Metz, cinq d'entre elles viennent d'être désignées par la population indigène pour faire partie de la commission municipale. Mme de Thury est première adjointe. Je n'ai pas manqué de lui dire quelle satisfaction profonde c'est pour la Lorraine de voir que des deux côtés de la frontière aujourd'hui abolie, les femmes lorraines ont su tenir un rôle civique si hautement honorable. Il est à noter que la confiance municipale qui est accordée à Metz à Mmes de Thury et Amos, à Mlles Lacroix, Machino et de Saulcy, a été témoignée d'une manière analogue à la sœur Julie, à Gerbéviller. Entourée de ses sœurs, la supérieure de l'hospice de Gerbéviller reçut des mains de Mirman les fonctions de maire, comme Mme de Thury et ses collaboratrices, les fonctions d'adjointes.

La démarche que je fais auprès de ces dames s'étend dans mon esprit à toutes les femmes de l'Alsace et de la Lorraine. Elles furent le plus solide appui de la France dans les pays annexés, et la fidélité qu'elles maintinrent dans leurs foyers a augmenté le prestige moral de notre patrie dans l'univers. Gloire à ces femmes et aux hommes qu'elles soutinrent et formèrent ! Les uns et les autres, en plus du puissant élan vital qu'ils vont nous donner, se posent devant nous comme des modèles ennoblissants.

Les Lorrains et les Alsaciens redeviennent des Français d'avant 1870, mais quelque chose d'autre pourtant. Ils possèdent des âmes françaises de par leurs aïeux et par-dessus ces âmes françaises, ils possèdent des âmes



« d'annexés », dont personne n'a approfondi les premiers plans et les arrière-plans. Nul doute que sous une contrainte prolongée ils ne se soient fortifiés et, je crois, surhaussés. La plante humaine s'est puissamment développée ici, en acceptant quelque chose de ce qu'il y a de bon dans la discipline et la ténacité allemandes, en échauffant et intensifiant ses énergies françaises, en ne comptant que sur elle-même.

C'est le propre des natures vaillantes de tirer parti des malheurs et des maladies. Les Lorrains et les Alsaciens sortent intacts et même plus forts de cette effroyable épreuve. Hommes et femmes, qu'ils vont nous être utiles ! C'est par eux, non pas seulement en les consultant, en les écoutant, mais en nous associant de grande amitié à leurs angoisses, que nous assurerons le salut de la France. Nous devons accueillir d'une manière vivante, dans toutes nos actions, la vérité qui règne dans leurs esprits. Et cette vérité, cette âme raisonnable de la Lorraine et de l'Alsace, c'est d'abord qu'il faut que nous veillions à organiser sur la rive gauche du fleuve sacré un solide glacis français, pour que le Boche, dûment refoulé outre-Rhin, ne puisse jamais récidiver.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	9
« NOUS VOUS ATTENDIONS DEPUIS QUARANTE-SEPT ANS » . . .	14
« ON EUT DOUTÉ DE DIEU »	19
« ICI COMMENCE LA TERRE DE LA LIBERTÉ »	27
LE PREMIER FRANÇAIS A SAINTE-ODILE	32
COMMENT LE BARON DE GEMMINGEN, GOUVERNEUR DE LORRAINE, DUT ÊTRE POUSSÉ PAR LES DEUX ÉPAULES HORS DE SON PALAIS DE METZ	34
CE QU'IL FAUT SAVOIR ET VOIR POUR FIXER LE STATUT DES ALLEMANDS	43
L'ENIVREMENT D'AMOUR DES DEUX PROVINCES RECONQUISES .	44
L'ÉCROULEMENT DE L'ALLEMAGNE VU DU RHIN	52
LES DERNIERS JOURS HONTEUX DE L'ALLEMAGNE A STRASBOURG ET A METZ	60
LES ALSACIENS ET LES LORRAINS NOUS DISENT : « MÉFIONS-NOUS ÉTERNELLEMENT DES ALLEMANDS »	73
« JE VAIS SALUER LES DAMES DE METZ »	79

ACHEVÉ D'IMPRIMER

LE 20 MARS 1919

PAR

L'IMPRIMERIE DE VAUGIRARD

POUR

LA SOCIÉTÉ

LITTÉRAIRE DE FRANCE.

RETURN TO the circulation desk of any

University of California Library

or to the

NORTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY

Bldg. 400, Richmond Field Station

University of California

Richmond, CA 94804-4698

ALL BOOKS MAY BE RECALLED AFTER 7 DAYS

2-month loans may be renewed by calling

(510) 642-6753

1-year loans may be recharged by bringing books

to NRLF

RECHARGE and

THIS BOOK IS DUE ON THE LAST DATE
STAMPED BELOW

AN INITIAL FINE OF 25 CENTS

WILL BE ASSESSED FOR FAILURE TO RETURN
THIS BOOK ON THE DATE DUE

398860

32801

439102

UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY

SOCIÉTÉ LITTÉRAIRE DE FRANCE

10, RUE DE L'ODÉON, A PARIS.

EXTRAIT DU CATALOGUE

<i>Petit musée germanique</i> , par Jacques BAINVILLE. . .	4.50
<i>Poèmes légendaires de Flandres et de Brabant</i> , par Emile VERHAEREN	4.50
<i>L'île déserte</i> , par Jacques CHENEVIÈRE.	4.50
<i>Joffre</i> , album en couleurs de Guy ARNOUX.	2. »
<i>Le miroir concave</i> , par GEORGES COURTELINE . . .	12. »
<i>Sainte Odile</i> , patronne d'Alsace, par Jean VARIOT.	3.50
<i>Lettres à une dame blanche</i> , par Maurice DONNAY.	4.50
<i>Mon brigadier Triboulère</i> , par Eugène MONTFORT, dessins de Marquet	4. »
<i>Histoires de Boches</i> , par André SALMON	3.30
<i>La Malabée</i> , par ANDRÉ BILLY.	3.30
<i>Deux Contes de fées pour les grandes personnes</i> , par Guy DE POURTALÈS	3.50
<i>U. 713</i> , par Gus BOFA et Mac ORLAN.	3.30

~~~~~  
DEMANDER LE CATALOGUE